

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 2 AVRIL 1970
N° 448, 1,50 F



actualité
de
l'impérialisme

Au Bureau Politique du Parti Communiste Français

Chers camarades,
Au cours de notre première entrevue, nous avons évoqué la nécessité urgente d'organiser en commun la lutte contre « l'escalade policière » entreprise par le régime.

Lors de la réunion préparatoire des délégués de nos deux partis, mercredi 18 mars 1970, au siège du C.E.R.M., le camarade Kanapa a indiqué que votre parti était prêt à entreprendre immédiatement en commun avec nous une campagne contre la répression sous toutes ses formes, y compris dans l'armée.

Depuis cette date, le développement des opérations policières s'amplifie : la répression judiciaire accompagne systématiquement la répression policière et couvre systématiquement les arrestations et détentions illégales effectuées par les forces de police. Nous devons également noter que cette répression insidieuse étend chaque jour le champ de ses activités : sous prétexte de lutter contre les actions « irresponsables » de petits groupes « gauchistes », elle s'en prend maintenant à l'ensemble des militants politiques et syndicaux de la classe ouvrière, comme l'a prouvé l'arrestation de vendeurs de « L'Huma-Dimanche » et de militants distribuant des tracts syndicaux C.F.D.T.

Arrestations systématiques des vendeurs de journaux — couvertes par des peines de prison ferme pour « injures et coups à agents », délits incontrôlables puisque basés sur la seule affirmation des policiers assermentés ; arrestations à domicile de militants « reconnus » sur des photos de police, arrestation de distributeurs de tracts syndicaux, arrestation d'un directeur de journal sous le seul motif de publication d'articles jugés contraires à l'ordre public.

La publication de la correspondance entre Paul Ricœur et le ministre de l'Éducation nationale, comme les éléments ré-

vélés par le communiqué du syndicat général de la Police, prouve le caractère délibéré de la provocation policière à l'université de Nanterre.

Plus récemment, l'interdiction générale des meetings organisés par le comité national des défenses des soldats emprisonnés est venu démontrer que le gouvernement est décidé à aller encore plus loin dans l'étouffement des libertés d'expression de l'opposition. Ne nous y trompons pas ; même si, dans la majorité des cas, la répression ne touche qu'une fraction des forces de l'opposition, même si elle prend prétexte de quelques actions aussi « spectaculaires » que dénuées de sens politique profond, l'objectif du ministre de l'Intérieur est de créer une « accoutumance » de l'opinion publique à la répression, de l'habituer au libre déploiement de l'arbitraire policier et de l'intervention permanente des forces de répression dans toutes les activités publiques.

A partir du moment où peuvent être arrêtés des militants vendant de façon parfaitement légale des journaux tout aussi légaux, où peuvent être interdits des meetings qui ne peuvent en aucun prétexte « troubler l'ordre public dans la rue » le ministre de l'Intérieur peut s'en prendre à tout moment à toute manifestation publique d'opposition à la politique gouvernementale.

Nous ne prenons nullement cette intense activité policière pour une preuve de force de ce pouvoir. Au contraire, l'agitation toute artificielle entretenue par les organes de presse, radio-télévision sur les « dangers de subversion » nous semble destinée à masquer l'échec politique et économique de celui-ci. Inquiet de la montée des luttes ouvrières, paysannes et universitaires, constatant le mécontentement croissant de forces sociales qui lui avaient jusqu'ici apporté un soutien fidèle et permis la « restauration » de juin 68, in-

capable d'échapper en fait aux contradictions internes de la classe capitaliste française dont les conflits se reflètent à l'intérieur de la coalition gouvernementale et du gouvernement lui-même, le pouvoir pompidolien espère, en brandissant les affres de la guerre civile, cimenter une unité socio-politique qui se décompose.

Dans les dernières années de la IV^e République, un ministre de l'Intérieur dont l'histoire n'a retenu que le ridicule, inventa, pour surmonter une situation aussi difficile, un « complot de pigeons », dont vous avez gardé le souvenir... Monsieur Marcellin changera peut-être de Moscou vers Pékin le vol de ces volatiles policiers, mais ce sera avec le même objectif.

Nous sommes convaincus qu'il est possible de faire reculer la répression policière, et de renvoyer le ministre de l'Intérieur à ses électeurs morbihanais qui se souviendront de la façon dont il a traité les paysans de sa région... Nous sommes convaincus qu'un tel recul du pouvoir favoriserait le développement de l'action unie des masses populaires et constituerait un premier coup sérieux à la restauration pompidolienne.

C'est pourquoi, et indépendamment des conversations générales qui continuent entre nos deux partis, nous vous proposons une rencontre immédiate pour organiser ensemble une action décisive pour :

a) obtenir la levée de l'interdiction prononcée contre tout meeting traitant de la répression dans l'armée ;

b) obtenir la mise en liberté provisoire immédiate des militants emprisonnés pour délits politiques (reconstitution de ligues dissoutes, articles de presse, etc.) ;

c) obtenir la mise au régime politique des soldats condamnés pour distribution de tracts ou possession de journaux et brochures, et celle des mili-

tants condamnés pour de soi-disant délits de droit commun relevant en fait de l'exercice de leurs activités politiques (violences à agents, etc.) ;

d) empêcher définitivement l'arrestation illégale des vendeurs et distributeurs de tracts ;

e) obtenir la levée de l'état de siège sur les campus universitaires, en particulier celui de Nanterre, c'est-à-dire revenir sur la « banalisation » qui a permis l'occupation policière.

A côté de ces aspects proprement policiers, nos deux partis devront également envisager les mesures à prendre pour faire échec aux mesures répressives touchant les militants sur le plan de leurs activités professionnelles : atteintes multiples aux libertés syndicales dans l'entreprise, licenciements et déqualification de délégués et militants syndicaux, répression administrative contre les enseignants (en particulier titulaires), exclusions des étudiants et lycéens de l'université pour délits politiques, etc.

Il va de soi, en ce qui nous concerne, que le fait de prendre la défense de tels ou tels militants poursuivis ou emprisonnés ne signifie en aucun cas une approbation de leurs thèses politiques ou de leurs méthodes d'action. Notre action de solidarité se réfère ici à la tradition constante du mouvement ouvrier et révolutionnaire, tradition que votre parti a si souvent illustrée, notamment lorsqu'en 1924, il appelait les travailleurs de Paris et des grandes villes à manifester dans la rue pour tenter d'arracher à la chaise électrique les anarchistes Sacco et Vanzetti dont il condamnait les théories.

Recevez, chers camarades, nos salutations socialistes.

Pour le Bureau National
du P.S.U.
Claude DUBOIS.

Sommaire



Luttes ouvrières

4. Contre la charité
M. Descolonges

Luttes étudiantes

12. Des lycées bien tranquilles
Jacques Galus

Luttes internationales

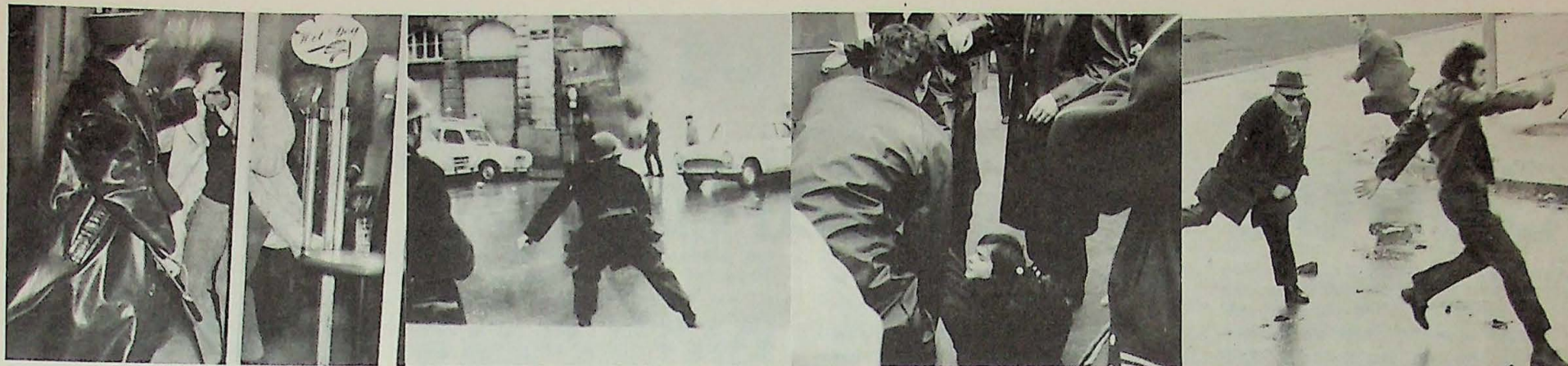
6. Actualité de l'im-périalisme.
Gérard Féran

8. Pour une stratégie révolutionnaire en Europe.
Michel Rocard

10. Massacres et guerre biologique.
A.-M. Lefranc

Vie culturelle

13. La révolte de l'homme-marchandise
Dominique Nores
15. 36 : De quoi pleurer
André Bielany



A.F.P.

éditorial

Front unique des travailleurs

Jean-Marie Vincent

Le P.C.F. et le P.S.U. ont engagé des conversations qui portent sur tous les grands problèmes qui se posent au mouvement ouvrier dans les circonstances présentes. Il est encore trop tôt pour savoir si ces conversations aboutiront à des conclusions positives pour tous ceux qui se sentent engagés dans l'action contre le régime Pompidou et contre le capitalisme. Mais dores et déjà on peut cerner d'un peu plus près les buts poursuivis par chacune des organisations en présence.

Le P.C.F. par le canal de sa presse et de déclarations de plusieurs membres de sa direction a tenu à présenter ces conversations comme les entretiens d'un parti révolutionnaire (marxiste-léniniste), le P.C.F. avec une organisation gauchiste par son langage, mais social-démocrate par sa pratique réelle, le P.S.U. De cette façon la reconnaissance du poids que le P.S.U. a réellement dans les luttes par son élévation à la « dignité » de partenaire politique majeur n'apparaît pas comme une dérogation à la ligne traditionnelle d'union des forces ouvrières et démocratiques. Le P.S.U. parle-t-il du contrôle ouvrier comme d'un axe fondamental de lutte permettant de faire la jonction entre les combats revendicatifs et la nécessaire mise en question de l'Etat capitaliste, on lui fera répondre par Georges Marchais que tout cela est du réformisme et pourquoi pas, comme des responsables communistes le chuchotent dans de grandes entreprises, de la pure et simple co-gestion.

Qu'une condamnation globale de ce type atteigne non seulement le P.S.U., mais aussi Lénine et les premiers congrès de l'Internationale communiste qui défendirent bien avant nous ce mot d'ordre, n'a semble-t-il qu'une importance mineure tant que les militants du P.C.F. ne font pas le rapprochement. L'essentiel reste de semer le maximum de confusion pour faire oublier que l'orientation vers la « démocratie avancée », mal-

gré des accents plus durs qu'avant mai-juin 1968, ne dépasse pas les limites de l'ordre bourgeois.

Toutefois, il serait sans doute faux de ne voir dans cette accusation de social-démocratie lancée contre le P.S.U. qu'une simple manœuvre de propagande. La direction du P.C.F. pense peut-être que vu ses origines et son passé, le P.S.U. pourrait être conduit par une attitude plus souple des communistes à se débarrasser de ses oripeaux « gauchistes » et à accepter le rôle de social-démocratie honnête que lui avait réservé depuis longtemps, mais en vain, les « spécialistes » de la science politique. Une telle évolution, si elle devait se produire, aurait naturellement de nombreux avantages : rupture entre le P.S.U. et les différents groupes dits gauchistes, rapprochement possible entre le P.S.U. nouvelle manière et certains éléments du Parti socialiste. Perspective, ô combien mirifique, ô combien exaltante et qui n'a pour seul inconvénient que de n'être pas très certaine, ni même très probable. C'est pourquoi on ne peut exclure que les dirigeants communistes préoccupés par l'érosion centriste et droitière qui travaille profondément le Parti socialiste, cherchent en même temps et par mesure de précaution à passer des accords limités avec un parti, le P.S.U., qui peut encore grandir et se révéler un partenaire utile dans la lutte contre les forces les plus réactionnaires de la société française ainsi que contre les mesures autoritaires du régime Pompidou.

Plusieurs données de la situation actuelle poussent effectivement les dirigeants communistes vers cette façon de concevoir les rapports avec le P.S.U. : la tendance à la polarisation des forces en France, le passage au premier plan des combats extra-parlementaires (ouvriers, paysans, commerçants, étudiants) au détriment des joutes électorales, le renforcement de l'appareil policier et le

durcissement de la répression. Le P.C.F. a beau être une force d'ordre, il sait très bien qu'il ne peut pas prospérer dans n'importe quel ordre.

Dans ces conversations, les objectifs de notre parti sont évidemment beaucoup moins conservateurs et beaucoup moins limités. Notre ambition la plus profonde est d'apporter une contribution à l'unité de front des travailleurs contre le capitalisme et toutes ses manifestations. A notre sens cette unité dans la lutte contre l'exploitation et l'oppression ne se confond pas avec l'unité formelle, de pure circonstance des organisations se réclamant du socialisme, elle est même souvent contradictoire avec cette dernière dans la mesure où les organisations s'entendent sur des bases, soit corporatistes, soit stabilisatrices du régime capitaliste.

Cela signifie qu'un front d'unité des travailleurs implique, pour se réaliser autrement que sur le papier, le dépassement au moins partiel des facteurs de diversion inscrits dans l'organisation capitaliste du travail et dans les conditionnements idéologiques et politiques mis au point par la classe dominante. Notre attitude ne peut par conséquent partir de l'idée qu'il faut oublier ce qui divise et ne retenir que ce qui unit, car les facteurs de division oubliés et non surmontés rappellent très vite leur existence.

Concrètement cela veut dire que la recherche de l'unité d'action avec le P.C.F. sur des thèmes mobilisateurs pour la grande masse des travailleurs, n'entraîne pas la mise en sourdine des questions litigieuses. Nous n'abandonnerons en rien nos actions en faveur du contrôle ouvrier, mais au contraire, nous essaierons de convaincre nos camarades communistes que c'est la seule manière de donner un horizon politique révolutionnaire à la lutte quotidienne dans les entreprises et de préparer les travailleurs aux prises de responsabilités

politiques grâce aux affrontements avec le patronat et ses appuis.

Nous ne renoncerons pas non plus à préconiser la lutte la plus large contre la répression, en particulier contre la répression qui s'abat sur les militants « gauchistes », signe avant-coureur de mesures policières plus étendues. Nous nous efforcerons inlassablement de montrer aux militants du P.C.F. que les différentes sortes d'amalgames qu'ils opèrent entre les groupes révolutionnaires et la police, sont non seulement inefficaces et odieux, mais aussi intenable à la longue. Nous montrerons que les analyses qu'ils font du trotskysme et du maoïsme relèvent de la pure et simple mythologie et non d'un examen sérieux de courants divers et le plus souvent travaillés par de profondes contradictions. Nous répèterons de toutes les façons possibles que la jonction entre les ouvriers, les paysans, les techniciens, les commerçants, et les étudiants doit se faire non sur la base d'un antimonopolisme équivoque, mais sur la base d'un anticapitalisme vigoureux, par des actions de masse qui ne craignent pas de menacer l'ordre établi et non par des pétitions de principe ou des protestations impuissantes.

Notre parti ne se dissimule, certes, pas tous les obstacles qui doivent être levés pour que les rapports à l'intérieur du mouvement ouvrier français se transforment. Il sait aussi que ses propres forces sont limitées, mais il est persuadé que le comportement des masses lui donnera de plus en plus raison. Il conçoit sa participation aux luttes pour le front d'unité des travailleurs dans cet esprit de confiance. L'heure n'est plus au front populaire (aligné sur les radicaux), ou tripartisme (aligné sur le M.R.P.), à l'alliance de février 68 (P.C.F.-F.G.D.S.), elle est au front unique des travailleurs attirant les couches moyennes de la société en révolte contre le sort que leur promet le capitalisme des monopoles. □

Contre la charité

Michèle Descolonges

Traditionnellement les assistants sociaux — ce nom, c'est tout un programme ! — ont servi à panser les misères, matérielles et surtout morales, des travailleurs.

Nouvelle société, nouvelles méthodes : un projet de service civique a été élaboré. On trouvera ci-contre des extraits éloquentes de l'« exposé des motifs et aperçus de la proposition de loi portant sur l'organisation d'un service civique à caractère social et culturel pour les jeunes filles ».

Comme il est spécifié, le budget social de l'Etat est déficitaire et insupportable, il convient donc de créer un corps de bénévoles.

Aussi les élèves assistants sociaux viennent de mener une longue grève, qui s'est étendue nationalement, tandis que les militants de l'Assistance publique entamaient une campagne d'explication. Ci-contre également, sous le titre « des hôtesse-flics », ces militants expliquent le sens de leur action.

Chez les élèves assistants sociaux le mécontentement a commencé à cause du non-paiement des bourses. Le prétexte : transfert de Ministère. Ceci se complique de la non-affiliation des boursiers à la Sécurité sociale.

Le second problème est celui du bac, qui doit servir de méthode de sélection pour l'entrée dans les écoles d'assistants sociaux. Le comité de grève explique que ce diplôme n'est pas un critère de sélection valable, tant que le contenu des études n'aura pas été modifié.

Peu à peu les grévistes ont été amenés à analyser leur fonction au sein du capitalisme français. Ils se nomment eux-mêmes : « les sapeurs-pompiers du capitalisme ». En effet, la formation traditionnelle entretient le mythe de la vocation — et du célibat — et vise à faire des assistantes sociales les gardiennes de l'ordre en leur faisant colmater les brèches. L'enseignement habitue les étudiants à la charité-palliatif, à la neutralité bienveillante.

Sur cette base morale, et aussi parce que la profession est mal rémunérée, le recrutement s'est toujours fait au sein de la bourgeoisie (où les problèmes de bourses, de Sécurité sociale et de baccalauréat ne se posaient pas), et la formation était assurée dans des institutions privées.

Mais les travailleurs et les élèves de l'assistance publique prennent conscience de leur fonction et de leur exploitation. Le refus des conditions de travail, des conditions de salaires et de sélection, en sont des preuves.

Ayant analysé ce rôle qui était le leur et qu'ils refusent progressivement de jouer, ils ne peuvent laisser installer le service civique. Il ne s'agit pas là d'une revendication de type poujadiste, car ils po-

sent la question : quel est le rôle de l'Etat ? Car si l'Etat, qui est censé représenter les travailleurs, est trop pauvre pour la culture, trop pauvre pour les charges sociales, à qui revient notre travail ?

Exposé des motifs et aperçus de la proposition de loi

« Au moment où l'on s'efforce de mettre en place une nouvelle société, il importe de s'appuyer sur la jeunesse, cette jeunesse pleine d'un dynamisme désorienté mais à la recherche d'un idéal.

Les besoins dans tous les domaines, notamment domaines social, culturel, sont si nombreux qu'il faut faire appel non à une fonctionnarisation lourde et souvent sclérosante, mais à une force d'intervention souple et dynamique.

Libérée des tâches de guerre, la jeunesse voit s'ouvrir devant elle des exaltantes tâches de paix pour élaborer un monde solidaire, plus juste et plus social.

Les jeunes doivent prendre conscience de l'effort immense de la nation pour son instruction et sa formation. Ils doivent par là même avoir à cœur de payer leur écot, de participer à ce grand effort de redressement national dont ils seront les grands bénéficiaires. Les garçons d'un côté sont appelés à cet effort par le service national ou service militaire. A ce titre, ils maintiennent les traditions de défense nationale et même certains dépassant ce cadre accomplissent déjà une tâche de service civique sur le plan de la coopération. On peut logiquement penser que l'armée moderne ayant besoin d'effectifs plus restreints saura détacher sur sa responsabilité un nombre sans cesse plus grand de jeunes du contingent pour en faire des équipes civiles prêtes à servir en France dans les secteurs économiques, sociaux et culturels en voie de développement.

D'un autre côté, il y a les jeunes filles qui actuellement bénéficient des mêmes avantages que les jeunes gens et il paraît bien normal de faire appel à elles, non pour les encaserner, mais pour leur confier des missions en rapport avec leurs vertus de féminité, de dévouement de futures mères de famille gardiennes des traditions de la femme française.

Quand on analyse tous les besoins en matière sociale, éducative, culturelle, pourquoi ne pas faire appel à ces jeunes filles qui,

tout en restant dans leur famille à faire l'apprentissage de leur vie de femme s'emploieraient utilement pour elles-mêmes et pour la nation ?

De multiples organisations volontaires travaillent déjà dans ce sens et ces expériences peuvent être considérées comme une invite à l'organisation d'un service civique où chaque jeune Française serait appelée à faire l'expérience pratique du civisme pendant un an.

Certains diront que cela va empêcher de gérer des emplois de fonctionnaires au rabais, etc., mais les gens avertis qui ont étudié les taux de croissance dans les domaines sociaux et culturels, des besoins, savent qu'aucun budget ne saurait donner satisfaction à de tels besoins en personnel, et ils savent également que chaque organisation fonctionnarisée aura tout à gagner de l'afflux, chaque année, du sang nouveau de la jeunesse.

L'objet de la présente proposition de loi vise essentiellement à mettre en œuvre un système d'activités où les jeunes filles pourraient à la fois :

- développer pour elles-mêmes les aptitudes de féminité et de dévouement, préparant ainsi leur rôle de femme et de citoyenne ;
- se rendre utiles à la société dans les domaines où leurs qualités propres seront particulièrement appréciées.

En somme, il s'agit d'inviter les jeunes filles de France à participer à l'effort national pour créer cette nouvelle société plus juste et plus solidaire. Il s'agit pratiquement, à côté de l'organisation peu mobile des fonctionnaires permanents, de créer une puissance civique d'intervention pour faire face à des besoins sociaux grandissants fort variés. Les jeunes filles seraient d'ailleurs appelées à choisir selon leurs aptitudes et leurs goûts entre plusieurs types d'activités dont nous pouvons donner ici quelques exemples :

● Dans le domaine hospitalier, les emplois sont nombreux où

A-t-il si peu de valeur que nous devions travailler gratuitement un an, et nous faire entretenir par qui durant ce temps ? pour construire la nouvelle société ?

les jeunes filles pourraient, comme aides ou assistantes, prêter main forte utilement au personnel fonctionnarisé en nombre toujours insuffisant.

● Dans les classes maternelles, il faudrait dans les 5 ans, 30 000 institutrices pour les 1 300 000 enfants attendus. N'est-il pas logique de faire appel à nos jeunes filles, après un stage de formation, pour remplir en grande partie pendant un an, ce rôle si adapté à leur nature ? Là aussi, nous aurions un renouvellement incessant du personnel, gage de souplesse et de mobilité, ce qui manque si souvent dans la fonction publique.

● Jeunes filles sportives, pourraient venir renforcer les effectifs insuffisants des professeurs d'éducation physique dans les lycées et collèges, ou bien pourraient être détachées pendant un an, à temps plein, ou plusieurs années à temps partiel auprès d'associations sportives.

● Le rôle d'animatrice socio-culturelle dans les foyers et organisations de quartier ne serait-il pas mieux rempli par un personnel jeune, sans cesse renouvelé, plutôt que par un fonctionariat qui risque parfois d'engendrer l'emboisement et la sclérose ?

● Des assistantes sociales rurales ne seraient-elles pas heureuses d'avoir pour les aider dans leur tâche, trois ou quatre jeunes filles du chef-lieu de canton ?

● L'aide aux handicapés qui pose et posera tant de problèmes insolubles, surtout dans les années à venir, voilà un domaine où le personnel titulaire pourrait être assisté utilement par les jeunes filles du service civique.

● L'assistance aux personnes âgées, déjà prise en charge par certaines collectivités et par de méritantes organisations, trouverait sans doute des volontaires qui là aussi à temps partiel soulageraient le personnel permanent et assureraient cette souhaitable solidarité entre les générations.

(...) Le service civique ne saurait être considéré comme un emploi temporaire salarié. □

Des hôtesses flics

L'Assistance Publique vient de découvrir un remède miracle pour pallier les insuffisances de crédits, le manque d'effectifs et l'abandon total des malades : faute de moyens, l'Administration fait appel aux bonnes volontés, de préférence bien pensantes. Elle nous dit :

« Cette expérience consisterait à créer au niveau de chaque hôpital une association de type loi 1901 (sans but lucratif), qui serait le cadre naturel de cette expérience de volontariat. »

Que feront ces volontaires non qualifiés et totalement ignorantes du fonctionnement de l'hôpital ?

- Elles auront un rôle d'hôtesse d'accueil ; à l'arrivée et au départ du malade.

- Pendant la durée de l'hospitalisation, elles seront un soutien matériel et moral : les aider à prendre les repas, animer leurs loisirs, accomplir certaines tâches d'enseignement.

- Elles feront fonctionner les crèches des enfants du personnel et des enfants des visiteurs.

De plus, ces volontaires seront adhérentes d'une association, dirigée par un comité directeur où l'Administration sera représentée. En contrepartie, l'association sera représentée à la commission de surveillance qui assure la gérance de l'hôpital.

On peut voir, à l'énoncé de ces fonctions, tous les avantages que l'Administration pourra retirer de ces volontaires, et les réactions syndicales ont été immédiates. Des grèves et des débrayages ont eu lieu dans les hôpitaux.

Les militants des groupes P.S.U. de l'Assistance Publique ont mené une campagne d'explication dans chaque hôpital :

- L'Administration pourra pallier le manque d'effectifs au détriment du personnel ;

- On ne peut que se méfier du rôle « moral » de ces bénévoles. Qu'est-ce que l'aide et le soutien moral aux malades ?

- La direction de l'hôpital aura ainsi des aides dévouées. De là à passer à la police du personnel, le pas est vite franchi.

Les militants vont maintenant entamer une explication en direction de la population. □

Sur le contrôle ouvrier

Serge Scher

Soyons d'abord très clairs sur ce qu'est le contrôle ouvrier.

Contrairement à ce que semble dire le camarade Georges Kaldy, de « Lutte Ouvrière », le contrôle ouvrier n'est pas « un droit de regard sur la marche de l'entreprise ».

En effet, cela reviendrait à dire que le contrôle ouvrier est synonyme de cogestion, c'est-à-dire de participation à la gestion de l'entreprise par les organisations ouvrières. Or, ce système, bien connu en Allemagne, dont l'application est essayée en France sous le nom de « participation », amène inévitablement l'intégration des organisations ouvrières au régime qu'elles prétendent détruire. Ces organisations sont très rapidement neutralisées et finalement la participation n'apparaît même plus comme un moyen d'explication efficace.

Au contraire, le contrôle ouvrier doit être considéré comme un embryon de pouvoir ouvrier qui s'exerce sur un point précis, pendant un temps limité, pour imposer une amélioration des conditions de travail. C'est une occasion de montrer qu'une autre forme de pouvoir est possible dans l'entreprise. C'est le début de la prise de conscience par les travailleurs

que l'autogestion n'est pas « une formule creuse ».

En réalité, comme l'écrit très justement Georges Kaldy, le véritable problème qui se pose à l'heure actuelle est de savoir par quels moyens peut s'exercer le contrôle ouvrier.

Si nous sommes d'accord sur la définition donnée ci-dessus du contrôle ouvrier, il faut admettre qu'une action de contrôle ouvrier n'est possible que dans un contexte de montée des luttes, c'est-à-dire dans une atmosphère de colère collective à propos d'un problème précis (licenciements, augmentation des cadences, sécurité du travail, etc.). Cette colère se manifeste tant au sein du collectif des travailleurs qu'à l'intérieur des sections syndicales qui, en fait, regroupent la partie la plus consciente des travailleurs de l'entreprise.

Dès lors, il nous semble difficile que les syndicats ne soient pas associés à cette action d'une manière ou d'une autre, à condition, toutefois, qu'ils soient représentatifs et que leur fonctionnement soit démocratique.

En effet, le syndicat doit être suffisamment représentatif car une action de contrôle ouvrier n'est efficace

que si elle reste une action collective de base.

Le fonctionnement de la section syndicale doit être démocratique car une action de contrôle ouvrier ne peut réussir que si elle est décidée par une grande majorité ; elle ne peut être imposée par une minorité et encore moins par un bureau de permanents.

Ces deux conditions étant réalisées, le syndicat reste le canal naturel par où peut s'exercer le contrôle ouvrier. Sinon, c'est bien entendu au groupe des travailleurs les plus conscients d'organiser et de proposer l'action tant dans les assemblées de travailleurs que dans les sections syndicales.

Nous pensons en tout cas que là où le taux de syndicalisation est faible ou, comme dans certaines entreprises de notre département, là où les syndicats sont inexistantes, la mise sur pied d'une action de contrôle ouvrier sera très difficile, sauf dans des cas exceptionnels.

C'est pourquoi il nous semble, en tout état de cause, que la tactique du contrôle ouvrier est liée d'abord à l'engagement syndical des militants du courant socialiste et au renforcement du pouvoir syndical de l'entreprise. □

Premier bilan des luttes à Elf-Ré

On a raconté la semaine dernière comment aux propositions d'augmentation de salaires dérisoires (3 % pondérés sur l'année), le personnel d'Elf-RE et de la S.N.P.A. a répondu par une grève « d'avertissement ».

Un certain nombre d'organisations syndicales demandèrent tout aussitôt à reprendre les négociations interrompues : elles se sentaient sans doute plus à l'aise à discuter autour d'un tapis vert qu'à animer une lutte résolue. La direction ne s'y trompa pas et consentit immédiatement à reprendre les discussions.

Pourtant la grève, quoique courte, avait réussi et ceci dans des conditions souvent difficiles. Tout en restant dans les limites de leur marge de manœuvre, les patrons « firent donc un effort » : la hausse des prix en 1970 était désormais tout entière prise en charge par eux dans sa fraction au-delà de 4 %. Par contre, sur les salaires, une aumône : 3,285 pondérés au lieu de 3,125, étant entendu que 0,28 % se défalquait encore de cette somme pour les primes de rendement Etam. Quant aux indemnités, primes et congés des Etam à améliorer, il n'en était pas question dans l'immédiat.

La bataille se déplaça alors, vu l'intransigeance patronale, sur le mode de répartition des augmentations de la masse salariale. Dix

organisations sur les seize représentées, dont toutes les organisations C.F.D.T. et C.G.T., certaines sections F.O., demandèrent que l'augmentation de la masse salariale soit répartie à raison de :

- un tiers de façon uniforme sous forme de points ajoutés au coefficient hiérarchique de chaque agent ;
- un tiers pour les primes de rendement Etam ;
- un tiers en pourcentage.

C'était un compromis entre les partisans de la non-hiérarchie totale et ceux de la déhiérarchisation partielle.

Comme il ne peut être question de signer un accord avec la direction, les syndicats tentent de préciser les modalités de la répartition des augmentations octroyées par le patron : onze organisations (sur seize) se mettent un moment d'accord pour que la première augmentation étant hiérarchisée (0,72 % au 1^{er} janvier), la deuxième (2 % au 1^{er} mars) ne le soit pas. Mais une organisation syndicale se dérobe, suivie de plusieurs autres et, finalement, le patron appliquera unilatéralement les augmentations hiérarchisées.

Ce qui apparaît d'abord de plus évident, c'est le caractère précaire des positions prises au sommet par les organisations syndicales : si certaines sections, ayant pris des engagements devant le personnel, s'y sont tenus, le contrôle

des états-majors syndicaux par le personnel est encore largement insuffisant.

Le rôle de la revendication d'augmentations uniformes a été décisif : entraînant l'adhésion des Etam d'Elf à Paris, les portant à l'action ; gagnant de l'influence à Boussens. Quant à la S.N.P.A., elle ne pourra méconnaître longtemps encore cette exigence.

Des comptes rendus de mandats ont eu lieu ou auront encore lieu : 250 personnes à Boussens ; 400 à Paris. Les salariés ont suivi avec attention les résultats des négociations : malgré les maigres résultats, ils n'en gardent pas d'amertume et ce n'est pas la résignation qui prévaut, mais l'attente de la suite. A Paris, d'ailleurs, 45 minutes d'assemblée générale ont été gagnées sur le temps de travail et ceci le lendemain du jour où de telles assemblées avaient été énergiquement refusées par les patrons. C'est là un droit nouveau, une conquête due aux luttes en cours.

Au total, le personnel suit attentivement les péripéties de la lutte. Il lui faudra vaincre la prochaine fois les tendances de certains syndicats à dévoyer cette lutte en se précipitant chez le patron ou chez le ministre. Il faudra que, pour vaincre, il impose sa propre tactique.

De notre correspondant

actualité de l'imperialisme

Gérard Féran

Les querelles ne manquent pas entre les divers auteurs qui se sont penchés sur le phénomène de l'impérialisme. Elles portent sur l'inégalité des échanges internationaux, sur la détérioration des termes de l'échange, sur le rôle actif et passif joué par le prolétariat des pays impérialistes vis-à-vis du Tiers Monde, enfin, sur l'impossibilité qui existerait pour le Tiers Monde de sortir du système d'exploitation impérialiste.

L'échange international est inégal

A. Emmanuel a publié récemment un livre, « L'échange inégal » qui a été la source de vives polémiques. Il estime que l'échange de produits entre pays impérialistes et Tiers Monde est faussé du fait de l'exploitation de ces derniers.

Certains auteurs libéraux comme Kindleberger et M. Allais ont voulu faire croire au contraire qu'il était naturel que les prix des produits du Tiers Monde soient moins élevés puisqu'ils utilisaient des capitaux en surplus, donc moins chers, du travail non spécialisé et à besoins moins élevés, donc à des taux de salaires assez bas.

Marx a montré que cette conception était erronée dans sa théorie du prix de production (Capital. Livre III. Chapitre 9). Il explique que la faiblesse en capitaux fixes de certains pays, les conduit à utiliser en plus grande partie du capital variable (de la main-d'œuvre). Sur cette main-d'œuvre est réalisée une plus-value considérable qui permet un taux de profit élevé.

Comme le régime de concurrence conduit à une égalisation des taux de profit dans les secteurs les plus rentables, le taux de profit du secteur le moins capitalistique tend à s'égaliser avec les autres. Intégrant moins de capital fixe que les produits des autres pays, le produit du pays le moins capitalistique a une valeur plus faible. Ce pays sera en mauvaise position dans l'échange international. C'est parce que certains pays sont maintenus dans cette situation que l'on peut parler d'échange inégal. Il est le résultat d'une composition organique du capital (rapport entre capital constant et capital variable) différente due à la volonté des impérialistes de spécialiser le Tiers Monde dans la production à faible besoin de capital. On retrouve bien l'idée d'exploitation exprimée par Emmanuel.

Détérioration des termes de l'échange

Si l'on accepte l'idée d'un échange inégal, l'affirmation que les termes de l'échange se dégradent doit être révisée.

Les termes de l'échange se traduisent par un rapport entre la valeur des produits importés et celle des produits exportés. Ils se dégradent lorsque les prix des importations augmentent et ceux des exportations diminuent ; autrement dit, quand, avec la vente de ses produits, un pays peut moins importer qu'auparavant.

Sur la base 100 en 1958, la valeur des exportations des pays capitalistes était de 96 en 1955 et de 104 en 1965 ; elle avait donc augmenté de 9 % en 10 ans. Les exportations des régions exploitées avaient une valeur de 108 en 1955 et de 97 en 1965 ; soit une

Dans un premier article publié par T.S. du 26 mars 1970, G. Féran a fait le point sur l'état actuel de l'impérialisme. Il en a souligné trois aspects : d'abord l'existence d'un impérialisme politique (Vietnam, Tchad, etc.) se distinguant du phénomène fondamental de l'impérialisme économique ; ensuite l'hypocrisie de « l'aide » au Tiers Monde qui n'est en réalité qu'un mécanisme d'asservissement ; enfin, le pillage des matières premières qui permet aux pays impérialistes de s'approvisionner à bon marché.

On lira ci-dessous la suite de cette réflexion sur l'impérialisme. Elle aborde le débat théorique qui a lieu aujourd'hui sur la question de l'exploitation du tiers monde.

baisse de 10 % pendant la même période. Les libéraux pensent que cette détérioration est un phénomène passager : il suffirait d'augmenter la valeur des produits du Tiers Monde pour que disparaisse cette situation gênante.

Les socialistes refusent cette argumentation. Ils pensent que, dès l'origine, l'échange est inégal. Dès lors, la détérioration des termes de l'échange n'est que la constatation de l'aggravation de l'exploitation du Tiers Monde.

Et d'ailleurs, n'est-il pas impropre de parler du Tiers Monde en laissant entendre qu'il s'agit d'une somme de nations exploitées par des nations exploiteuses ; ne vaudrait-il pas mieux parler en termes de classes sociales ?

La théorie des nations prolétaires

Selon Emmanuel qui rejoint ici certains libéraux comme G. Myrdal et P. Moussa, il existerait des nations riches où tout le monde participerait à l'exploitation des nations prolétaires ; nations dans lesquelles l'ensemble de la population serait exploitée. Cette position nous paraît erronée et dangereuse :

● Erronée car elle ne tient pas compte des rapports de production qui existent dans chaque pays. Elle ne tient pas compte du fait que l'exploitation du Tiers Monde trouve sa racine dans l'exploitation des prolétaires des pays développés. Comme l'a montré Charles Bettelheim, l'exploitation du Tiers Monde et l'afflux de capitaux qui y a lieu sont originellement rendus possibles par les profits réalisés dans les pays impérialistes. L'assise de la puissance des grands trusts internationaux se trouve toujours dans les pays impérialistes et le Tiers Monde n'est qu'une partie du phénomène de domination qui en résulte.

● Erronée encore car elle procède du même type d'analyse globale que celle du P.C.F. pour qui il existe une nation française ayant des intérêts uniformes, dont seuls diffèrent les intérêts des monopoles. Ainsi, la nature impérialiste du pouvoir d'Etat est évacuée.

● Dangereuse car elle conduit à s'orienter vers la lutte contre

les monopoles et non vers la lutte contre l'ensemble du système capitaliste.

● Dangereuse car elle pousserait les prolétaires des pays développés à abandonner la lutte contre un système qui ne demande qu'à les intégrer. Elle laisserait le Tiers Monde, pris globalement, mener seul la lutte anti-impérialiste. Or, nous savons que les élites du Tiers Monde sont liées à l'impérialisme et qu'elles n'appartiennent pas à la classe des exploités. Certes, parvenue au pouvoir, une bourgeoisie nationale peut guider le pays dans la voie d'un développement autonome. Cette prise du pouvoir peut marquer une étape dans la lutte des prolétaires du Tiers Monde pour leur libération. Mais elle ne peut en aucun cas en être la phase ultime. Cette phase sera l'exploitation par le prolétariat des contradictions qui naîtront de cette situation.

En définitive, la lutte anti-impérialiste intéresse l'ensemble des prolétaires.

Mais il faut savoir que, pour ce qui concerne le Tiers Monde, cette lutte doit affronter une situation économique très difficile.

Des économies dominées et déséquilibrées

Car échange et production sont concentrés sur un petit nombre de produits essentiellement agricoles et miniers, et sont contrôlés le plus souvent par de grandes firmes étrangères. Quand on sait d'autre part que plus de la moitié des pays sous-développés ont des exportations formées à plus de 50 % d'un seul produit et que les 3/4 de ces exportations sont destinés aux pays développés, on comprend que ce sont les pays importateurs capitalistes qui font la loi, et que toute fluctuation économique dans ces pays se répercute avec une force accrue dans le Tiers Monde.

Sa situation de dépendance est donc très profonde, d'autant plus qu'il ne possède pas les industries nécessaires au développement. Pourtant, certains réformistes affirment les bienfaits de l'industrie extractive qui existe dans les pays riches en matières premières minières.

Malheureusement, cette industrie n'est pas le prélude à l'implantation d'activités de transformation. L'abaissement des coûts de transport a rendu possible une séparation géographique des tâches : l'industrie extractive du Tiers Monde alimente les industries localisées dans les pays capitalistes développés.

● Les infrastructures de transport ont été concentrées sur les axes d'évacuation de la production ; elles ne favorisent pas un effort d'industrialisation mais au contraire le développement de l'exploitation.

● Les profits réalisés sont réinvestis sur place, mais dans le même secteur rentable des industries extractives destinées à l'exportation. Il faudrait pouvoir les confisquer ou les obliger à opérer une diversification.

● La masse salariale distribuée devrait accroître la demande, mais l'emploi dans ces industries est faible. Les cadres sont originaires de l'extérieur et le personnel d'exécution est pris dans un système de troc et de grands comptoirs qui conduit à privilégier la deman-

de de biens importés (qui ont l'avantage de fournir un frêt de retour).

● En mobilisant une forte proportion de la main-d'œuvre qualifiée, l'exploitation des mines et autres champs pétrolifères limite les possibilités des autres secteurs. L'exploitation actuelle des mines les plus rentables, dont la production est exportée, peut handicaper, 10 ou 15 ans plus tard, le pays qui aurait alors les moyens de valoriser lui-même ses matières et ses capitaux.

L'ensemble des constatations qui précède permet de comprendre la nature de propositions telles que la stabilisation du cours des matières premières et la restauration des termes de l'échange. Proposées par le rapport Pearson « vers une action commune pour le développement du Tiers Monde » sous l'égide des Nations unies et présentées par « L'Expansion » comme un « espoir » pour le Tiers Monde, ces deux propositions sont peut-être acceptables comme étape, mais certainement pas comme but final.

Deux fausses solutions

● Le combat que mène l'oligarchie des pays du Tiers Monde pour obtenir des termes de l'échange plus favorables, tend à ressouder l'unité nationale au profit des classes privilégiées. Car le bénéfice d'une amélioration sera confisqué, comme le sont les profits actuels, par les oligarchies politico-financières.

● Ce combat vise à faire cesser les campagnes anti-impérialistes fondées sur l'exploitation du Tiers Monde.

● Le rétablissement des termes de l'échange ne fait pas cesser l'état d'économies dominées et déséquilibrées. Il ne fait pas cesser l'état d'exploitation.

S'il n'existait qu'un décalage de prix, cette solution serait acceptable, mais il ne s'agit pas de cela. L'inégalité de valeur des produits importés et exportés tient à la nature même du processus de production capitaliste. En la supprimant, on supprimerait en même temps les fondements de l'exploitation impérialiste.

● La stabilisation des cours des matières premières présente des dangers équivalents car il tend à cristalliser les positions économiques des pays producteurs de biens issus de l'industrie extractive avec tous les inconvénients que nous venons de voir.

● Cette stabilisation des cours implique un accord avec les pays consommateurs. Ceci enlève donc un moyen de pression des pays exploités sur les impérialistes. La menace de hausse de prix n'existerait plus. Le contrôle des impérialistes est total, tout pays qui voudrait se libérer de leur tutelle se trouverait rejeté sur le marché mondial. Marché marginal où les prix sont beaucoup plus faibles car il ne reçoit que les excédents non inclus dans l'accord.

Dans l'état actuel de développement de l'impérialisme, les solutions traditionnelles sont donc inefficaces pour sortir le Tiers Monde de sa situation d'exploité. Elles le sont d'autant plus que s'affirme le phénomène du super-impérialisme. C'est ce phénomène qui sera l'objet d'un prochain article. □



Pour une stratégie révolutionnaire en Europe

Michel Rocard

Jusqu'à la dernière guerre mondiale, le capitalisme, que rien n'entravait de la part d'Etats volontairement non intervenants, fonctionnait de manière cahotique avec des crises cycliques graves tous les dix ans environ. Depuis la guerre, ces crises avaient disparu. La raison essentielle en est que les capitalistes nationaux, devant la révélation des dangers encourus du fait des crises et des guerres, avaient accepté de confier aux Etats une mission régulatrice. Développement des secteurs publics, politique cohérente du crédit, rôle stabilisateur de la Sécurité sociale, efforts de planification ou de concertation, tous ces éléments ont contribué à stabiliser la croissance des grandes économies occidentales aussi longtemps que chacune d'elles restait suffisamment isolable du monde extérieur pour que les décisions de sa puissance publique aient un effet sensible.

Mais cet interventionnisme public a été ressenti par les groupes financiers comme un frein à leur propre développement. Aussi, lorsque l'interdépendance croissante des économies a fait apparaître la nécessité de situer les décisions au niveau de l'ensemble européen, la pression de tous les milieux industriels et financiers contre le développement d'une puissance publique capable d'interventions efficacement régulatrices s'est fait sentir avec une très grande force. Le résultat est une très grande régression dans la fermeté et l'efficacité des contrôles économiques, le retour à une période plus cahotique et à des affrontements sociaux beaucoup plus durs qu'il y a dix ans. Le capitalisme européen en pleine lucidité est en train de scier la branche sur laquelle il est assis. Cela correspond d'ailleurs à sa logique profonde, le développement anarchique du capital broyant au fur et à mesure qu'elles se créent toutes les structures mises en place et les tentatives faites pour limiter ses inconvénients sociaux.

Un processus irréversible

(...) Pour les socialistes, la lutte pour une transformation révolutionnaire de la société capitaliste est donc l'objectif prioritaire. L'Europe n'est qu'un des cadres géographiques dans lesquels cette lutte se déroule. Ce cadre géographique de la lutte tend de plus en plus à devenir dominant par rapport au cadre national. C'est de cette constatation que part d'ailleurs la thèse du P.S.U. : « Sans se réaliser au rythme spectaculaire espéré par

ses promoteurs, l'intégration du capital à l'échelle des six Etats membres de la C.E.E. est un processus irréversible qui constitue une tendance objective des forces productives et dont il serait dangereux de sous-estimer l'ampleur. »

La formulation marxiste : « Une tendance objective des forces productives », signifie qu'à nos yeux le mouvement d'intégration européenne ne relève plus des idées de quelques hommes politiques et de décisions négociées entre gouvernements, mais qu'il correspond bien à une tendance fondamentale des entreprises et des banques, c'est-à-dire de la force productive que constitue le capital. Cela est compatible avec le fait que les gouvernements veuillent préserver le plein contrôle de leurs instru-

d'édification européenne ne s'appuie pas sur une intensification de la supranationalité au profit des institutions communautaires, mais sur un changement qui, pour le moment, se prépare encore dans le cadre de chacun des pays. Deux autres évidences doivent être rappelées avant que puissent être esquissées les perspectives qui s'ouvrent à l'action socialiste en Europe.

Créer un instrument d'intervention

La première est que si la prise du pouvoir politique, quelle qu'en soit la forme, peut être un phénomène soudain, l'édification d'une société socialiste durera pendant plusieurs décennies. La mise en



Agip

ments nationaux d'intervention pour atténuer les conséquences sociales et politiques de l'intégration, quitte à susciter chez leurs populations respectives des réflexes nationalistes. Il n'y a là qu'une contradiction normale du capitalisme.

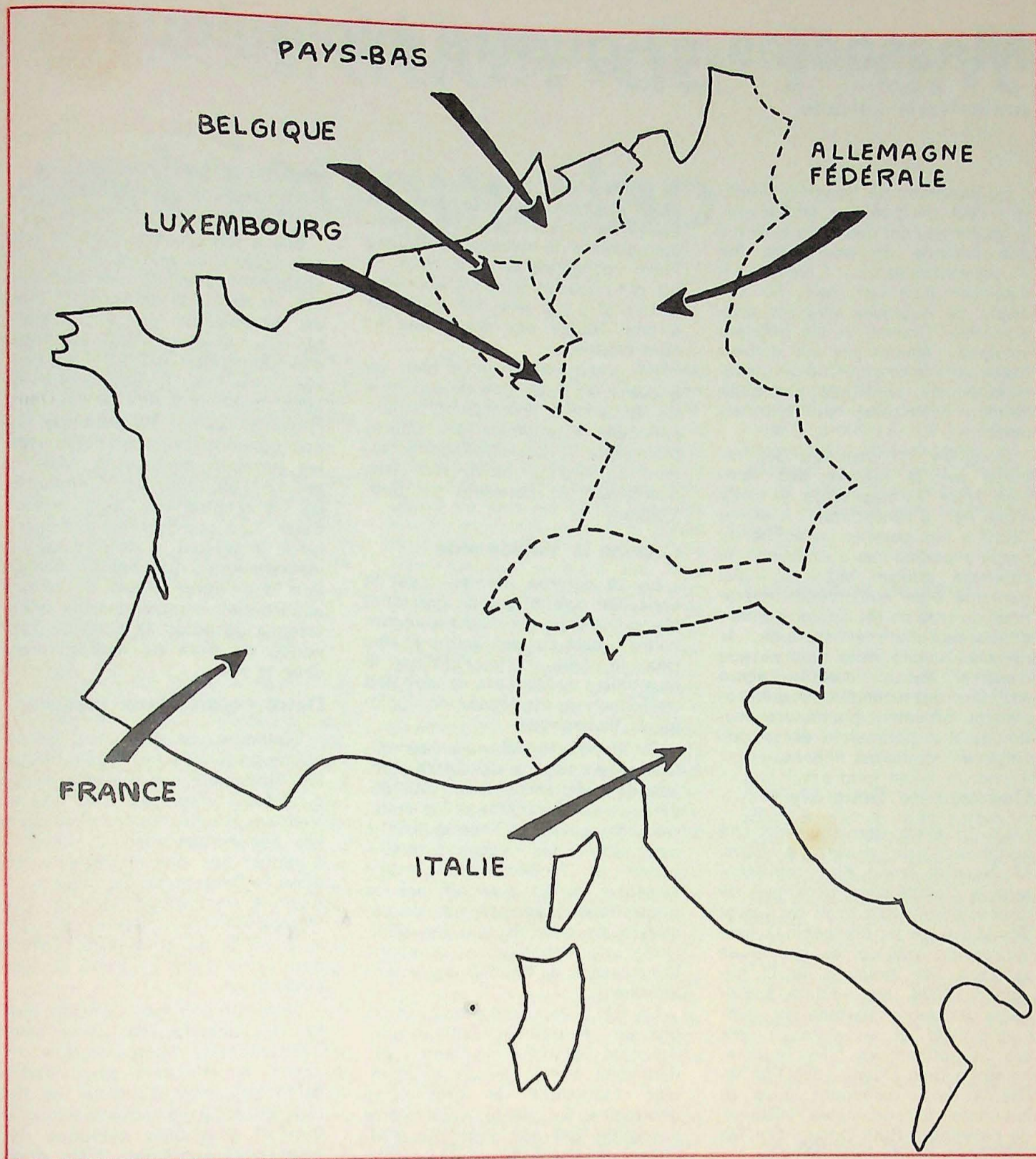
Devant cette situation, il faut bien souligner que les forces socialistes ont agi en ordre dispersé, sans solution claire, sans stratégie commune, en apportant parfois leur caution aux gouvernements nationaux pour la « défense des intérêts généraux du pays » et sans pouvoir empêcher notamment la masse des petits paysans, victimes les plus directes du système, de se bloquer dans une politique de défense corporative sans issue. Il est donc à l'évidence nécessaire de situer aujourd'hui les conflits de classes à l'échelle européenne et de changer l'orientation des tentatives communautaires pour en faire l'un des instruments de l'établissement du socialisme. C'est dire qu'à nos yeux, une réelle politique

place d'autres formes d'organisation de la production, partant d'un contrôle ouvrier généralisé pour tendre à l'autogestion, le rodage d'une planification agissant plus par incitations et sanctions financières que par règlements et police économique, l'harmonisation entre cette planification et la compétition entre entreprises autogérées qui laisserait subsister des phénomènes de marchés pour une période sans doute longue, tout cela prendra un temps non négligeable, pendant lequel il subsistera au début un important secteur privé (agriculture, distribution, entreprises de petite et moyenne taille dans certains secteurs) et des comportements de profit qui ne disparaîtront pas d'un seul coup comme par enchantement.

La seconde évidence est le fait que, comme le rappelle notre thèse : « Il est peu probable que les forces socialistes parviennent au pouvoir au même moment historique dans chacun des pays membres du Marché commun. Le suc-

L'IDIOT International

Paris - Londres 3F



cès des premières ayant réussi à accéder au pouvoir dépendra dans une mesure décisive du soutien apporté par le mouvement ouvrier des autres pays européens. » Il n'y a donc pas de politique socialiste possible que soutenue puissamment par les travailleurs salariés et paysans des pays concernés. Pour que ce soutien se fasse agissant et efficace, il est nécessaire que les luttes s'organisent autour d'un ensemble d'objectifs compréhensibles et mobilisateurs. Mais les évidences rappelées à l'instant entraînent cette conséquence qu'un éventuel pouvoir socialiste en France ou en Italie devra agir et se consolider dans un certain isolement avant qu'une majorité d'Etats socialistes se dégage dans la communauté. De ce fait, la politique européenne des forces socialistes devra définir des étapes, accepter des compromis temporaires, chercher à constituer un certain nombre de points d'appuis, et à créer des instruments d'inter-

vention dont l'usage devra être imposé aux forces capitalistes avant d'être au service exclusif du socialisme. Il nous semble que cette stratégie européenne des forces socialistes pourrait s'organiser autour de quatre objectifs :

Permettre des expériences socialistes nationales. Cela signifie que l'effort de construction européenne n'est admissible que s'il est compatible avec les transformations entreprises par chaque Etat, et notamment par le prochain gouvernement socialiste en France pour limiter l'impact du libéralisme, de ses conséquences sociales et de ses fluctuations et augmenter les moyens d'une planification cohérente dans nos sociétés. Cela signifie que l'extension importante du secteur public par voie de nationalisation ou de création nouvelle doit être possible sans que s'y oppose aucune clause antimonopole. Cela signifie que l'Europe doit conserver un niveau de protection douanière et monétaire suffisant. Cela signifie que chaque

Etat doit conserver la possibilité de faire chez lui — avant que les moyens n'en soient réunis au niveau de l'Europe — une politique de crédit, voire une politique fiscale sélectives, ce qui suppose le contrôle exclusif des instruments monétaires. Cela signifie aussi, qu'en cas de sabotage financier d'une expérience socialiste, le gouvernement intéressé imposera le droit de recourir aux mesures de sauvegarde nécessaires pouvant aller jusqu'au contrôle des changes. (...)

Assurer les conditions d'une orientation internationale non impérialiste. C'est notamment le problème des rapports de l'Europe avec les Etats-Unis qui se trouve ici posé. (...)

De cette imprécision de la volonté d'indépendance européenne découle alors une ambiguïté. S'il s'agit seulement de choisir la meilleure forme d'organisation capable de nous rapprocher au plus vite du niveau de revenus et du genre

de vie américains, alors deux voies sont possibles, entre lesquelles les milieux capitalistes européens ont toujours été partagés. Pour les uns, le plus simple est d'accepter la dilution de l'Europe dans une vaste zone de libre-échange atlantique, sans admettre de la part de l'Europe la moindre velléité d'autonomie réelle, le commandement effectif étant situé aux Etats-Unis. Pour les autres, par contre, la mise en place d'une autorité politique active dans la communauté est une condition nécessaire de l'organisation économique dans ce sens, faute de quoi l'Europe se verrait dans l'impossibilité de rattraper jamais les standards américains. Mais dans la mesure où la construction européenne ne se définit pas par un autre objectif, elle est toujours soumise à la pression des tenants du Marché commun généralisé ou atlantique, qui ont pour eux des arguments de logique et d'efficacité.

La caractéristique dominante

Cette ambiguïté, qui se résume à l'impossibilité de choisir entre une construction européenne qui ne serait qu'un moyen d'accélérer l'américanisation de nos sociétés et une volonté collective de chercher une forme différente de civilisation, a pesé jusqu'ici sur toutes les entreprises européennes, à commencer par le Marché commun lui-même. C'est elle, à nos yeux, qui est la caractéristique dominante de la situation actuelle, et c'est en fonction d'elle qu'il faut se demander quelle orientation internationale donner à la politique européenne. Pour nous, il n'existe pas de défi américain objectif. Le jeu normal du libre-échange et de la diffusion des techniques incorporeront petit à petit des éléments européens de dimension croissante aux formes de gestion économique proposées par les Etats-Unis. Le coût en sera l'acceptation du modèle de société américain et de ses formes de consommation, l'acceptation aussi d'un écart croissant entre les zones de pauvreté et des pôles d'expansion de plus en plus situés outre-atlantique. Il n'y a « défi américain » qu'à partir du moment où, par choix politique, on refuse ces conséquences au nom d'une autre idée de la société. La formulation politique de ce refus, qui suppose le protectionnisme européen et l'indépendance diplomatique, exige une très grande force des pouvoirs européens. Ils ne l'obtiendront de leurs citoyens qu'en ralliant leur adhésion au modèle de société différente qu'ils proposent. Le défi américain, c'est aux socialistes d'Europe qu'il est présenté, il les oblige à définir le type de société qu'ils entendent construire. (...)

* Extraits de l'article « Le P.S.U. et l'Europe » paru dans « Preuves » (2^e trimestre 1970).

* Les intertitres sont de la rédaction de « T. S. ».

Massacres et guerre biologique

Anne-Marie Lefranc

Le massacre de Song-My dévoilé à l'opinion publique américaine, le gouvernement des Etats-Unis n'a pas manqué de poursuivre les « responsables ». Comme s'il s'agissait d'un fait isolé, dû aux excès de quelques officiers sanguinaires. Comme si les officiers inculpés n'étaient pas les simples exécutants d'une politique systématiquement appliquée par toute l'armée américaine au Sud-Vietnam.

Song-My bat peut-être des records par le nombre des victimes. Mais les massacres de civils n'ont rien d'exceptionnel. Comme l'a écrit à ses parents un soldat du corps expéditionnaire américain, le capitaine William Miller : « J'ai participé à de nombreuses opérations du type de My-Lai, où nombre d'innocents civils étaient tués... Je peux vous dire sans réserve que d'autres My-Lai auront encore lieu, tout aussi longtemps que notre gouvernement poursuivra l'action qu'il a poursuivie durant les vingt-cinq dernières années. »

Combien de Song-My ?

Le 15 mars dernier, dans une conférence de presse à Paris, M. Nguyen Trong Kha, représentant le Comité sud-vietnamien de dénonciation des crimes de guerre des U.S.A., a pu dresser une liste impressionnante de ces innocentes victimes. Par exemple, le 11 novembre 1969, les soldats américains et leurs partenaires sud-vietnamiens et sud-coréens, ont tué 240 personnes dans la commune de Binh Duong : les 170 habitants de la commune, plus 70 habitants de communes voisines, de passage à Binh Duong. Sur les 170 habitants de la commune, il y avait 93 enfants, 41 femmes et 25 personnes âgées de plus de 60 ans.

A coup de baïonnette dans le ventre, ou à coup de gaz prétendument inoffensifs, c'est un véritable génocide qui se poursuit au Vietnam. Lors du Colloque sur la Guerre Chimique, qui s'est tenu le 21 février à la faculté des Sciences d'Orsay, le Dr Francis Kahn déclarait : « Partant de gaz anti-émeutes de danger modéré, les Américains, par l'usage massif qu'ils en font, par leur utilisation en espace clos et contre des civils non robustes, ont développé une arme chimique à potentialité létale, qui rentre absolument et sans aucun doute possible dans la définition des gaz de guerre tels que les interdit la Convention de Genève. »

Et le conseiller scientifique du Comité pour la dénonciation des crimes de guerre U.S., M. Vo Hoai Tuan en donnait maints exemples, dont celui-ci : « Au cours d'une opération de ratissage entreprise dans le district de Thang Binh, le

12 février 1969, les soldats américains ont rassemblé 10 personnes âgées de 64 à 77 ans et une femme enceinte du hameau de Phuong Thuan, commune de Binh Nam. Ils les ont poussés dans un abri souterrain et y ont jeté des grenades à gaz. Toutes ces personnes en sont mortes. »

Le président Nixon a bien pu déclarer, en novembre dernier, que les Etats-Unis renonçaient solennellement à pratiquer la « guerre biologique ». Les Américains savent aujourd'hui qu'ils font très exactement le contraire au Sud-Vietnam.

Comme la thalidomide

Le 29 octobre dernier, c'est le conseiller scientifique du président Nixon lui-même qui devait le reconnaître : testé sur des souris et des rats, le 2-4-5 T, le défoliant le plus utilisé au Vietnam, produit des malformations de l'embryon. Comme la thalidomide.

Or, depuis le début de leur utilisation en 1961, c'est 50.000 tonnes de défoliants qui ont été déversées sur les forêts et les cultures vietnamiennes. Théoriquement, pour réduire les risques d'embuscades et faciliter l'observation aérienne. En fait, pour affamer les populations. Et maintenant l'on découvre de surcroît que les défoliants ont probablement provoqué la naissance de bébés vietnamiens anormaux.

Le F.N.L. le disait depuis deux ans. En juin dernier, c'est un quotidien de Saigon, « Tin Sang », qui dénonçait à son tour le pourcentage inquiétant de grossesses anormales. Ce qui lui valut d'être suspendu par les autorités sud-vietnamiennes. Enfin, le 29 octobre dernier, c'est la Maison-Blanche elle-même qui devait reconnaître les dangers du 2-4-5 T.

Contrainte et forcée. Car, par suite d'une indiscretion, la presse avait été informée quelques jours plus tôt des résultats d'une expérience menée en février 1969 dans un laboratoire du Maryland, pour le compte de l'Institut National du Cancer. Il en ressortait qu'aux plus faibles doses testées (4,6 milligrammes par kilo) sur plus de 200 souris et rats, le 2-4-5 T provoquait un tiers de malformations de l'embryon. Aux fortes doses — 46 milligrammes — il provoquait 100 % de malformations. Résultat d'autant plus alarmant que le rat résiste mieux que l'homme aux effets des produits chimiques sur l'embryon. Testée sur le rat, la thalidomide avait été jugée inoffensive.

Dès le mois de février 1969, donc, les autorités américaines — et en particulier le Département de la Défense — avaient été informées des dangers du 2-4-5 T. Et avaient fait le silence. Il n'a été

rompu que parce que des scientifiques et des journalistes américains ont « sorti » l'histoire.

Elle a fait d'autant plus de bruit aux Etats-Unis que le 2-4-5 T est également utilisé comme herbicide par les fermiers américains. Dans sa déclaration du 29 octobre, M. Du Budge s'est empressé d'expliquer que le 2-4-5 T était utilisé à de trop faibles concentrations pour être dangereux pour l'homme. Ce qui est peut-être vrai des concentrations pratiquées par les fermiers américains. Mais ce qui ne l'est plus au Vietnam, où les concentrations sont jusqu'à treize fois supérieures. Un biologiste américain a calculé qu'une vietnamienne qui boirait chaque jour deux litres d'eau de citerne absorberait, compte tenu de la différence de poids, la dose qui provoque un tiers de malformations chez le rat.

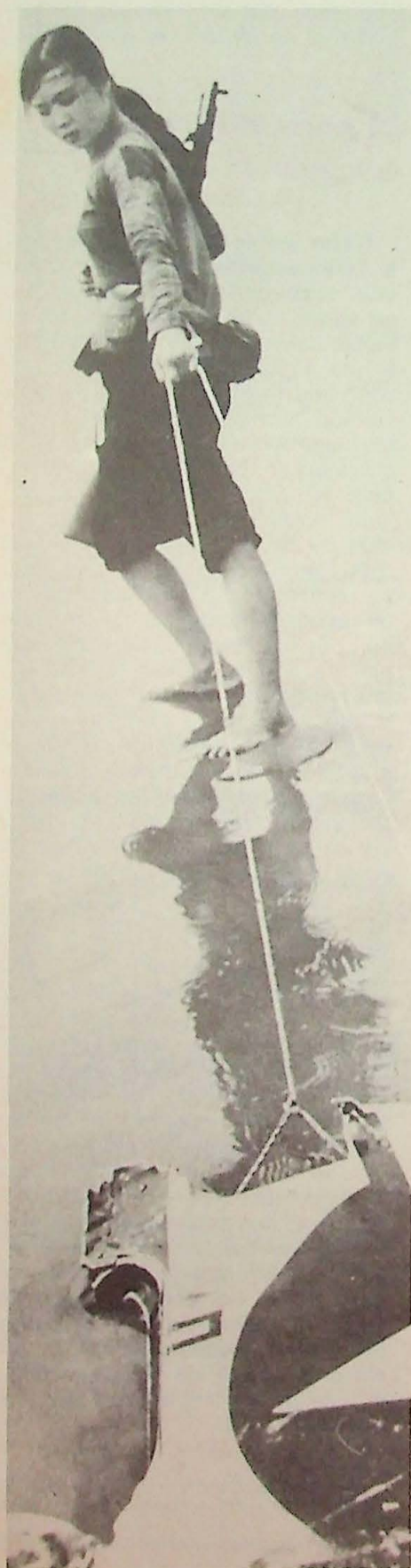
Deux poids, deux mesures

D'ailleurs, en dépit des apaisements prodigués par M. Du Budge, les Etats-Unis ont interdit l'usage du 2-4-5 T chez eux. Mais pas au Vietnam ! « En diminuant le nombre des embuscades, il contribue à sauver des vies humaines », répond le Pentagone. Des vies américaines, sans doute. Mais les vies vietnamiennes, compromises par le 2-4-5 T, ne sont probablement pas « humaines » pour le Pentagone.

L'opinion publique mondiale alertée réclame qu'une Commission internationale d'enquête soit envoyée au Vietnam pour établir scientifiquement, comme ce fut fait pour la thalidomide, si le 2-4-5 T y a bien provoqué des naissances anormales. Mais, quels qu'en puissent être les résultats, le gouvernement américain commet un crime de guerre en continuant d'employer au Vietnam — et à quelles doses ! — un produit qu'il a cru nécessaire d'interdire sur son propre territoire.

Comme le déclarait M. Nguyen Trong Kha, lors de sa conférence de presse du 16 mars : « Non seulement la guerre d'agression poursuivie par les Etats-Unis au Sud-Vietnam occasionne des pertes en vies humaines et en biens au peuple américain, et porte atteinte au prestige des Etats-Unis, mais elle transforme de jeunes Américains en assassins. C'est pourquoi, non seulement le gouvernement américain a commis des crimes contre le peuple vietnamien, mais encore il a commis des crimes contre le peuple américain lui-même. »

Aujourd'hui, où la grande presse américaine a révélé, dans tous ses détails, l'affaire du 2-4-5 T, après le massacre de Song-My, le peuple américain ne peut plus ignorer les crimes qui se commettent en son nom. □



Déclaration du Front patriotique lao

Le Front Patriotique Lao affirme la nécessité de mettre fin à la guerre américaine et de trouver une solution politique au problème Lao.

La position du Front Patriotique Lao est que le règlement pacifique du problème Lao doit se baser sur les accords de Genève de 1962 sur le Laos et les réalités de la situation actuelle au Laos.

D'une façon plus concrète :

● Tous les pays respectant la souveraineté, l'indépendance, la neutralité, l'unité et l'intégrité territoriale du royaume du Laos, conformément aux dispositions des accords de Genève de 1962 sur le Laos. Les Etats-Unis doivent mettre fin à leur intervention et à leur agression au Laos, mettre fin à l'escalade de la guerre, cesser complètement les bombardements contre le territoire du Laos, retirer du Laos tous les conseillers et personnel militaires américains et leurs armes et matériel de guerre, renoncer à l'emploi des bases militaires en Thaïlande et des mercenaires thaïlandais aux fins d'agression au Laos. Ils doivent cesser de se servir du territoire Lao aux fins d'intervention et d'agression contre d'autres pays.

Coexistence pacifique

● Conformément aux accords de Genève de 1962, le Royaume du Laos s'abstient de participer à des alliances militaires avec d'autres pays, et n'autorise aucun pays étranger à installer des bases militaires sur son territoire ou à y introduire des troupes et personnel militaire.

Le Royaume du Laos applique une politique extérieure de paix et de neutralité, établit des relations avec les autres pays sur la base des cinq principes de coexistence pacifique et accepte l'aide non assortie de conditions politiques de tous les pays. Avec les autres pays indochinois, il établit des relations d'amitié et de bon voisinage sur la base des cinq principes de coexistence pacifique et des principes des accords de Genève de 1954 sur l'Indochine et des accords de Genève de 1962 sur le Laos. A l'égard de la R.D.V. et de la République du Sud-Vietnam, il respecte l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Vietnam. A l'égard du Royaume du Cambodge, il respecte son indépendance, sa souveraineté, sa neutralité et son intégrité territoriale dans ses frontières actuelles.

● Respecter le trône, organiser des élections générales libres et démocratiques, élire une assemblée nationale et former un gouvernement démocratique d'union nationale vraiment représentatif du peuple Lao des différentes ethnies, édifier un Laos pacifique, indépendant, neutre, démocratique, unifié et prospère.

● Au cours de la période allant du rétablissement de la paix aux élections générales pour la formation d'une assemblée nationale, les parties intéressées tiendront dans un esprit de concorde nationale, d'égalité et de respect mutuel, une conférence consultative politique composée des représentants des parties intéressées Lao pour régler toutes les affaires du Laos et former un gouvernement provisoire de coalition. Les parties se mettront d'accord sur l'établisse-

ment d'une zone de sécurité pour permettre à la conférence consultative politique et au gouvernement provisoire de coalition de fonctionner normalement et de briser toute tentative de sabotage ou de pression de la part des forces à l'intérieur ou à l'extérieur du Laos.

L'unification du Laos

● L'unification du Laos se réalisera par des consultations entre les parties Lao sur la base du principe d'égalité et de concorde nationale. En attendant l'unification du Laos, chaque partie intéressée doit s'abstenir de recourir à la force pour violer ou empiéter la zone placée sous le contrôle d'autres parties. Les forces pro-américaines doivent se retirer immédiatement des régions qu'elles ont occupées illégalement. A l'égard des populations qu'elles ont forcées à quitter leurs villages, elles doivent les réinstaller dans leurs lieux d'origine, et payer des compensations pour tous les dommages qui leur ont été causés, chaque partie s'engage à s'abstenir de toute discrimination et représaille à l'encontre des personnes ayant collaboré avec une autre partie.

La position ci-dessus exposée du Front Patriotique Lao concernant la solution du problème Lao, répond aux ardues aspirations du peuple Lao et est conforme aux intérêts de la paix et de la sécurité en Indochine, dans le Sud-Est asiatique et dans le monde. Elle constitue la base correcte du règlement du problème Lao.

Le problème Lao doit être résolu entre les parties Lao intéressées. Pour créer des conditions permettant aux parties Lao intéressées de se rencontrer, les Etats-Unis doivent, dans l'immédiat, mettre fin à leur escalade de la guerre et cesser complètement les bombardements du territoire Lao sans poser aucune condition.

Le peuple Lao aspire profondément à l'indépendance, à la liberté et à la paix. Si les Etats-Unis s'obstinent dans leurs visées agressives, le Front Patriotique Lao, les forces neutralistes patriotiques Lao et le peuple Lao sont déterminés à poursuivre le combat jusqu'à la victoire totale.



A.F.P.

Le Front Patriotique Lao appelle instamment toutes les ethnies du peuple Lao à resserrer leurs rangs autour de l'alliance de combat formée par le Front Patriotique Lao et les forces neutralistes patriotiques Lao, à redoubler de vigilance et à se tenir prêtes et résolues à briser tous les plans militaires et toutes les manœuvres de duperie de la part des Etats-Unis et de leurs agents afin de défendre la zone libérée, de sauvegarder leurs droits nationaux fondamentaux et de contribuer au maintien de la paix en Indochine et dans le Sud-Est asiatique.

Le Front Patriotique Lao appelle instamment les gouvernements épris de paix et de justice, le peuple américain et les peuples du monde à apporter un soutien puissant à la juste lutte du peuple Lao et à exiger fermement des Etats-Unis la cessation de la guerre d'agression au Laos et, dans l'immédiat, la cessation complète des bombardements contre le territoire Lao.

Fort de la large sympathie et du soutien puissant des peuples du monde, le peuple Lao tout entier, étroitement uni, vaincra infailliblement les agresseurs américains et leurs valets, et édifiera avec succès un Laos pacifique, indépendant, neutre, démocratique, unifié et prospère. □

* Extraits de la déclaration datée du 6 mars 1970.

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
81, RUE MADEMOISELLE, PARIS-15^e



Collombert

Le Groupe d'Etudes pour la Défense et la Rénovation permanente de l'Ecole Maternelle, qui s'est constitué pour répondre de façon constructive aux menaces qui pèsent sur l'Ecole Maternelle, unit — par-delà tout souci d'appartenance politique, syndicale ou catégorielle — des enseignants de tous niveaux, des parents, des psychologues, des médecins, des travailleurs sociaux, des chercheurs en Science de l'éducation, ainsi que des associations et collectivités très diverses ; il a tenu sa première journée d'études le 15 mars, en présence d'environ 130 délégués ou adhérents venus de différentes régions de France.

Après un bref rappel des objectifs, des données ont été fournies concernant certaines expériences étrangères d'éducation de la petite enfance, puis sur les conditions d'une nouvelle relation école-parents.

Le débat final, très riche, a fait apparaître de nouveaux motifs d'inquiétude, et le Groupe s'est engagé à réunir et à diffuser à ce sujet une large information.

La création de commissions spécialisées a été décidée pour approfondir quelques problèmes majeurs : « Expériences nouvelles », « Passage des enfants de l'Ecole Maternelle à l'Ecole Élémentaire ; équipement psycho-médico-social des Etablissements », « Relations école-parents ».

Pour participer à ces travaux (directement ou par correspondance), écrire, 94, rue Notre-Dame des Champs, PARIS VI.

Des lycées bien tranquilles

J. Galus

Les habitants de Rueil vont pouvoir dormir doublement apaisés : en paix parce que M. Baumel, membre du gouvernement et député local a été réélu facilement au conseil général, en paix parce que la contestation vient d'être éliminée du lycée.

Rueil l'a échappé belle ; Nanterre est bien proche mais la contamination n'aura pas lieu. Bien sûr, le lycée de Rueil n'est pas Buffon, mais tout de même : on y a inscrit des graffiti injurieux, on y a fracturé une porte de surveillance générale, on y a distribué des tracts signés d'un « Cercle Rouge », bref, l'agitation naissait, il fallait la décapiter. C'est fait : juste avant les vacances de Pâques, le conseil de discipline a renvoyé « le responsable » de ces troubles. Bien sûr, sa responsabilité n'a pas été en fait vraiment établie, mais que voulez-vous, il faut utiliser les vertus de l'exemple. L'administration avait d'ailleurs fait un gros effort : un graphologue fut mandaté pour examiner les inscriptions sur les murs. Quand on se veut ferme et résolu, il faut prouver que l'on n'a peur de rien, et surtout pas du ridicule. On a quand même trouvé un de ses professeurs pour expliquer dans un rapport qu'il avait commis de graves « insolences ».

Bien sûr, la légalité n'a pas été très scrupuleusement respectée puisque la sanc-

A propos des I.U.T.

Tout d'abord, il semble bien que la mise en cause des I.U.T., qui peut d'ailleurs se justifier sur plusieurs points, s'appuie sur un incident particulier, placé dans un contexte local, peut-être assez fréquent, mais qui ne saurait être généralisé. En effet, l'atmosphère régnant dans un I.U.T. (et par extension dans n'importe quel établissement) est dû en grande partie à la personnalité de la direction (directeur ou chef de département). Si l'incident cité dans l'article est le fait d'un individu particulièrement réactionnaire, bien souvent un « patron » aux idées libérales réussit à établir parmi les étudiants un climat de confiance et de liberté incontestable, où ceux-ci se sentent parfaitement à l'aise.

Cela dit, bien entendu, il est clair que le but du pouvoir, en créant les I.U.T., était de « fabriquer », après une courte période de formation, des techniciens destinés à répondre aux besoins de l'industrie, sur le plan local ou national. Il est non moins vrai que le patronat peut verser des subventions en vue de l'équipement ou du fonctionnement des I.U.T. (mais ce n'est pas la règle, le patronat aussi bien que les I.U.T. n'y étant pas toujours favorables), et qu'il est représenté à raison d'un tiers de ses membres au Conseil d'Unité et qu'enfin certains cours sont donnés par des ingénieurs des entreprises locales. Mais, en général, il ne faut pas oublier que les I.U.T. sont des établissements d'enseignement supérieur où la totalité du personnel enseignant est titulaire. En particulier, les chefs de département, maîtres de conférence, maîtres assistants, assistants et professeurs (techniques et théoriques) sont issus du cadre de l'Education nationale et qu'ils s'efforcent, en général avec succès, d'en préserver le caractère universitaire traditionnel. C'est ainsi que le chef de département propose souvent pour le Conseil d'Unité, des industriels en fonction des services qu'ils peuvent rendre à l'I.U.T. (débouchés en particulier) et de leurs idées libérales

et favorables à l'enseignement public (il en existe). En outre, pour l'attribution du D.U.T., c'est l'avis des professeurs appartenant à l'Education nationale, qui est déterminant. Enfin, pour ce qui est des cours donnés par des ingénieurs, on peut remarquer que ceux-ci ne sont tout de même pas tous à la solde du patronat (beaucoup appartiennent à l'industrie nationalisée), qu'en soi, le contact des étudiants avec des professionnels de leur activité future est éminemment souhaitable, et que d'ailleurs, ceux-ci ne donnent que des cours de complément et des conférences et ne peuvent, de toute façon, infléchir l'orientation de l'enseignement.

Une dernière remarque sur le recrutement et les débouchés des I.U.T. Pour l'entrée, il n'y a pas d'autre sélection que les diplômes requis (baccalauréat traditionnel et bacs de techniciens) et les notes obtenues au cours de la scolarité, ou un examen d'entrée pour les autodidactes ; et cette sélection selon le mérite est assurée après accord du chef de département et des professeurs, dans la limite des places disponibles (nécessaire, en raison du nombre de postes aux ateliers). Pour l'attribution du D.U.T., la proportion d'échecs est insignifiante (5 %) en génie électrique, chez nous. Et ce diplôme une fois en poche n'est certainement pas plus dépourvu de valeur qu'une licence, même si aux yeux de certains, il est moins noble. On ne peut donc affirmer aussi péremptoirement que c'est une voie sans débouchés.

Ces diverses remarques, d'apparence si peu conformes à l'idéal socialiste du P.S.U., ne sauraient toutefois être assimilées à un plaidoyer inconditionnel de cette institution, que sont les I.U.T., produit du pouvoir gaulliste, lui-même avatard du système capitaliste contre lequel nous luttons. Mais, à notre avis, on ne peut isoler l'un des éléments de notre système d'enseignement et le mettre au pilori, par opposition aux autres types d'établissements. Les facultés traditionnelles, les grandes écoles, les établissements secondaires, sont entre les mains du patronat, et sont destinés à fournir la main-d'œuvre dont celui-ci a besoin. Dans le système socialiste, auquel nous aspirons, l'industrie, gérée par les travailleurs aurait besoin de ces différentes catégories de personnel. En particulier, des diplômés des I.U.T., de par leurs connaissances techniques et théoriques, proches des réalités professionnelles, ainsi que par leur formation universitaire (précieuse en cas de reconversion), seraient à coup sûr des éléments de grande valeur, capables de remplir un rôle efficace. Il est peut-être regrettable d'avoir à le dire, mais dans les conditions présentes, nul ne peut échapper au cadre capitaliste dont nous sommes prisonniers. Une attitude de refus systématique n'est pas réaliste. On doit bien s'accommoder de l'organisation actuelle de notre société, tout en travaillant à la réalisation des transformations nécessaires d'une manière active et consciente.

MAZE

Bernard PERROT

La question des I.U.T. est mal connue des membres du Parti : ce sont des instituts créés par décret en jan-

vier 1966 qui dispensent un enseignement supérieur « d'un caractère entièrement nouveau, destiné à préparer directement aux fonctions d'encadrement technique dans la production, la recherche appliquée et les services », dit le ministère.

Les I.U.T. font partie de l'entreprise de rentabilisation de l'Université, mais M. Guichard n'est pas satisfait : si le nombre des élèves est en progression constante, 1.600 en 1968 et 11.900 en 1968-69, ce nombre ne correspond pas aux besoins de l'industrie. Cela tient à la sélection opérée à l'entrée (35 % d'admissions), et des 35 %, le tiers renonce à entrer effectivement des les Instituts. Les I.U.T. sont donc en difficulté.

Or les conditions de travail n'y sont pas bonnes : les enseignants ne peuvent pas se consacrer à la recherche et leurs charges sont lourdes.

Pour les critiques de fond, voir « T.S. » du 5 février, qui témoigne du sentiment de nombreux élèves.

Faut-il supprimer pour autant les I.U.T. ? Le S.N.E.Sup ne le pense pas. « Tout ce qui est enseignement adopté à une bonne formation technologique, dit Georges Innocent, est récusé, suspecté au point de vue de l'idéologie : on nous accuse de renforcer les grandes écoles et le patronat. Les grandes écoles sont-elles liées à un processus capitaliste ? Je ne le pense pas, puisqu'elles n'existent pas en Grande-Bretagne. » Le S.N.E.Sup. défend simultanément la constitution d'un enseignement technique cohérent en trois cycles et le droit à la recherche. « Les grandes lignes de développement scientifique et technologique, dit encore Innocent, sont utilisées par le système, mais elles obéissent à des lois, celle d'un savoir objectif échappant à l'emprise de l'idéologie. » Le problème est, d'après lui, en réalité d'intégrer le secteur de la technologie dans l'Université tout en refusant la sélection au niveau du baccalauréat (il n'est pas nécessaire d'être bachelier pour se présenter aux épreuves d'admission dans les I.U.T.). Il faut donc instituer des maîtrises de technologie équivalentes (et remplaçables) par les maîtrises de sciences appliquées déjà existantes, auxquelles s'ajoutera un an de formation pour les futurs maîtres. La position du S.N.E.Sup. écarte donc la critique globale des I.U.T. et vise au contraire à leur renforcement, reprochant au ministère d'avoir hâtivement mis en place les I.U.T. sans mettre en place les moyens nécessaires à leur bon fonctionnement.

Entre la lutte pour des I.U.T. démocratiques contre la politique d'austérité du gouvernement et leur mise en cause radicale, la distance est grande. Des divergences assez graves risquent d'opposer des étudiants révolutionnaires aux enseignants proches du S.N.E.-Sup. On ne saurait dénoncer la mainmise patronale que l'institution rend possible comme en témoigne l'article de Rousselles, la répression administrative, sans poser en même temps la question du rôle de l'enseignement technologique dans une société socialiste et sans redéfinir les rapports entre enseignants et étudiants de ces établissements, dans le cadre de leur fonctionnement actuel. Le mot d'ordre de « contrôle étudiant » vaut également pour les I.U.T.

André Bielany

La révolte de l'homme - marchandise

Dominique Nores

EMBALLAGE d'André Benedetto a été joué quelques jours, salle Franklin, dans le cadre de l'Action Culturelle décentralisée de la Maison de la Culture du Havre, assurée d'une manière permanente par le Théâtre de la Salamandre avec des spectacles de tréteaux.

Cette décentralisation dans la décentralisation est le souci principal de Bernard Mounier, directeur de la M.C.H. :

« Le théâtre mobile permet de surmonter certains obstacles réels qui ne permettent pas à la majorité des habitants du Havre de se rendre à la Maison de la Culture. L'action entreprise n'est pas un palliatif, mais la réponse à une analyse concrète de la situation locale dans une ville ouvrière sans université. »

En mars 1969, Bernard Mounier a invité Christian Dente qui a donné en 3 semaines 23 représentations dont 18 dans les comités d'entreprise et les foyers des jeunes.

Pendant ce temps, Dente laissait la salle de la Maison des Jeunes de Vincennes à André Benedetto et à sa troupe, la Nouvelle Compagnie du Théâtre des Carmes d'Avignon. C'est à l'occasion de cet échange que Bernard Mounier a proposé à André Benedetto de venir faire une création au Havre. Il a dû me dire quelque chose comme ceci :

« Tu arrives au Havre, tu réagis, tu écris une pièce et vous venez la créer ici la saison prochaine. »

LE HAVRE est une ville ouverte sur le large par de larges avenues. Il y a la Porte Océane, la plage où, de mai à octobre, les Havrais dressent leurs cabanes blanches.

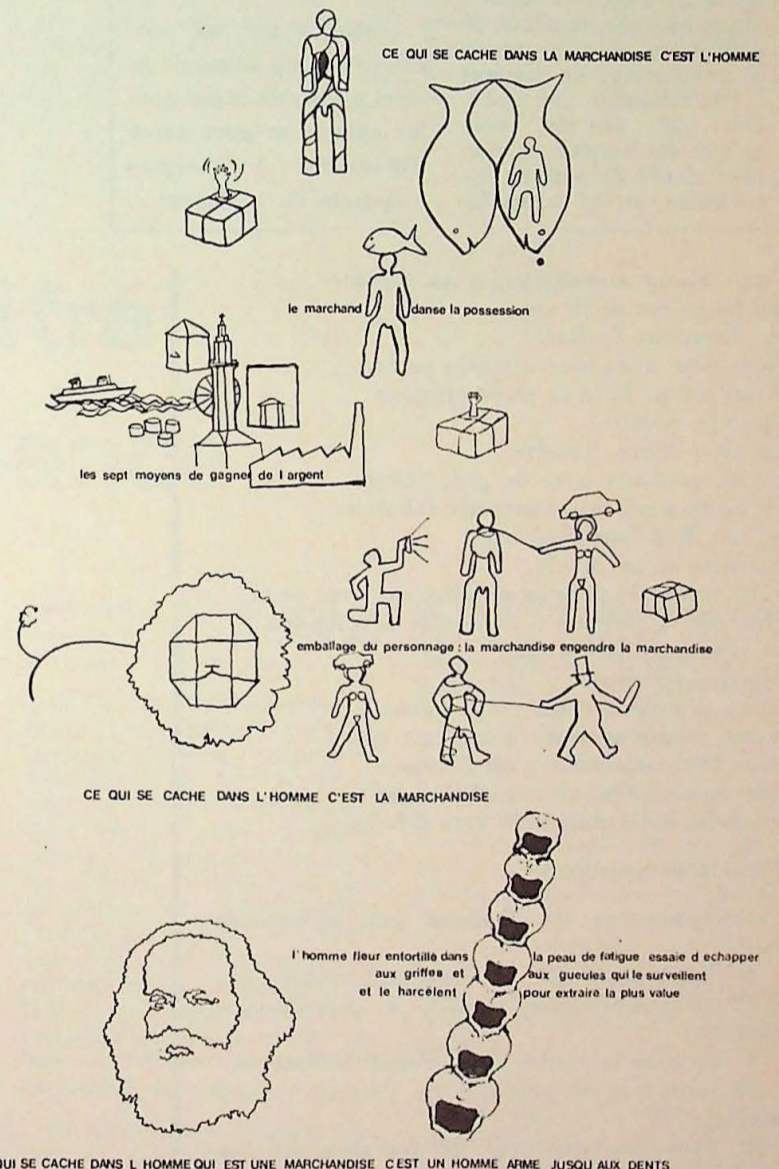
C'est une ville où on respire. On s'y sent bien. La circulation y est fluide. Le stationnement aisé.

LE HAVRE c'est aussi le paquebot « France », fierté nationale et, paraît-il, coûteuse. Quand il n'est pas au port, on peut en voir une maquette dans la vitrine du S.I., imposante reproduction faite avec 380 000 haricots, de plusieurs mètres de longueur.

LE HAVRE c'est aussi, à 30 km, le pont de Tancarville, propriété privée au-dessus de la Seine entre deux routes nationales. C'est un pont à très cher et scandaleux péage : 0,50 F pour le piéton, 6,50 F pour l'automobile. Aussi, le dimanche, les Havrais vont-ils plus sur la falaise vers Etretat ou dans la forêt de Montgeon que de l'autre côté de l'eau vers Honfleur, Deauville, etc.

LE HAVRE c'est encore, face à la Chambre patronale la plus dure de France, la classe ouvrière la plus déterminée. Il y a ici des traditions de lutte qui ne sont pas près de s'éteindre.

le havre 1970 alexandre zacharie
l'homme qui ne possède rien
que lui-même se vend



CE QUI SE CACHE DANS L'HOMME QUI EST UNE MARCHANDISE C'EST UN HOMME ARME JUSQU'AUX DENTS

emballage
pièce d'andre benedetto. creation le 9 mars 70
au havre -salle franklin- par la nouvelle compagnie
theatre des carmes. avignon. pour la maison de la
culture et la commission de coordination culturelle
de "tourisme et travail" de la ville du havre

Le thème proposé

Ce qui se cache dans la marchandise c'est l'homme.

Ce qui se cache dans l'homme c'est la marchandise.

Nous n'allons pas nous battre sans fin à coups de tendances idéologiques et nous épuiser ainsi dans des querelles révolutionnaires qui ne mènent à rien. Ils sont nombreux ceux qui ont leur idée sur la future société — socialiste, cela va de soi — et sur les moyens d'y parvenir. Mais rares sont ceux qui peuvent expliquer les mécanismes de la bourse. Que cette société soit ou non de consommation, les laissés pour compte qui fabriquent la richesse et n'en profitent pas se chiffrent par millions. Les bavardages, des fumées et des impatiences il fallait revenir à la pierre angulaire. Et puisque les rapports sociaux qui nous régissent sont fondés sur l'échange des marchandises, examiner cette marchandise.

J'ai vu cette marchandise projetée sur scène une nuit d'août en discutant avec Franckie et Henri sur la place de l'horloge. Il était question de coupure épistémologique, ce qui doit signifier à peu près recherche d'un fondement scientifique à l'impulsion révolutionnaire. Alors, le lendemain, j'ai ouvert « le Capital », et le premier paragraphe, déjà, m'a fasciné.

« La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste s'annonce comme une immense accumulation de marchandises. L'analyse de la marchandise, forme élémentaire de cette richesse, sera par conséquent le point de départ de nos recherches. — Karl Marx. »

Voilà qui est net. Et là-dessus on doit pouvoir s'entendre.

J'ai lu la suite. J'ai en tiré des images. « Le Capital » est un livre plein d'images claires, didactiques et amusantes. J'aimerais bien qu'Ernest le mette en bande dessinée. Pour les enfants des écoles ce serait merveilleux ; j'ai pensé à eux en décrivant les scènes qui suivent.

A.B.

Le fil conducteur

Ici commencent les extraits de la pièce sans dialogue brossée au début de septembre pour servir de fil conducteur, de support à l'investigation sur place. Elle est donnée telle qu'elle fut conçue et non telle qu'elle sera après les enquêtes et les contacts.

Alexandre Zacharie :

L'homme qui ne possède rien que lui-même se vend pièce didactique pour les enfants et pour servir d'illustration à quelques fragments du « Capital ».

Nous allons aujourd'hui vous raconter un fragment de la vie de Monsieur Zacharie dont vous avez tous entendu parler Nous allons faire la reconstitution épisode notoire de sa célèbre histoire de sa rencontre avec un gros poisson Et après avoir vu ce monstre fabuleux qu'est Monsieur Zacharie émerger dans la vie vous verrez le poisson paraître sous vos yeux Homme et poisson ô merveille ô splendeur la rencontre historique humano-aquatique Vous dévoilera votre vraie valeur Vous montrera que ce qui est caché dans la marchandise c'est l'homme que la marchandise dans l'homme se cache bien mais peut être achetée

Plan très succinct

- 1) Apparition de l'homme qui ne possède rien.
- 2) Apparition du poisson-marchandise.
- 3) L'homme-puzzle regarde le poisson-marchandise.
- 4) Si vous le voulez donnez-moi de l'argent.
- 5) Comment se procurer de l'argent : les 7 moyens.
- 6) Travail-salaire-force de travail-plus-value.
- 7) L'homme-marchandise achète le poisson-puzzle.

Un pas de faif

Le Havre est en train de subir une mutation. Sa réalité séculaire se modifie. De port de commerce, il devient surtout centre industriel du pétrole

et de l'automobile. Le capitalisme prend le masque de l'anonymat. On ne se bat plus contre les seuls messieurs de la côte. Le prolétariat se

multiplie, se diversifie et se donne une municipalité ouvrière. Les apparences anciennes ne rendent plus compte des réalités présentes. Les nouvelles complexités rendent les luttes beaucoup plus difficiles, encore qu'elles soient fondées sur de solides traditions. Mais ce qui est certain c'est que le caractère forcené de l'exploitation n'a guère changé !

Scribe privilégié d'une entreprise malheureusement peu commune, j'ai donc lu, le 19 décembre dernier, la première version de la pièce à une assemblée des personnes qui m'avaient accordé leur collaboration. De la discussion qui a suivi, des remarques, des critiques, des suggestions venues des premiers intéressés que sont les travailleurs, j'ai fait mon profit pour cerner au plus près la réalité du travail à travers une ville donnée, et à

une époque bien définie qui est la nôtre.

Emballage est encore une pièce d'auteur et la troupe qui la jouera au Havre sera étrangère à la ville. Ces choses-là sont regrettables mais ce qu'il y a de remarquable c'est qu'on trouve dans cette entreprise la rencontre pour une action concertée et la collaboration pendant une année d'une compagnie qui s'est fait un devoir de bâtir un théâtre résolument contemporain et d'une classe ouvrière parmi les plus combatives du pays. Ce qui est en fin de compte le plus remarquable c'est que le besoin de cette chose se soit manifesté. Et qu'il se réalise. Il y a eu de part et d'autre la volonté de partager une expérience vitale. Aussi petit soit-il nous avons fait un nouveau pas.

A.B.

Le thème définitif

Alexandre Zacharie a besoin d'un poisson pour manger, mais pour se procurer un poisson il lui faut de l'argent et il n'a pas d'argent. Comment avoir de l'argent ? Il n'a rien à vendre, sauf lui-même, sa vie, son intelligence, sa force de travail et c'est une marchandise que les capitalistes achètent parce qu'ils en ont besoin.

Zacharie n'a pas le choix, il va vendre sa force de travail et part travailler à l'usine.

A l'usine, il est harcelé par un monstre aux multiples têtes : cadence - insécurité - bruit - production, etc.

A l'usine, il y a aussi le lion qui représente la force de tous les travailleurs décidés à combattre pour rester des hommes.

Qui l'emportera de ces deux bêtes ? Ce n'est pas dit dans la pièce, mais l'espoir qui y souffle remet dans les mains des travailleurs la volonté de construire dans la réalité un monde où l'homme ne sera plus une marchandise pour d'autres hommes.

Je veux être un homme
Inscrit parmi les hommes
Face à eux, face à tous
Camarades
Et que si vous voulez bien
On fasse quelque chose ensemble
Je veux que nous affûtions nos armes, toutes nos armes
Et que nous osions lutter
Et que nous osions vaincre
Camarades, je veux
C'est tout !
Le noir c'est moi
Le docker c'est moi
Le marin c'est moi
Le pétrolier c'est moi
Le paysan c'est moi
L'intermédiaire c'est moi
Le métallo c'est moi
Je suis tous
Je suis le lion
A sept têtes, à mille têtes
ET

JE

DANSE

Sur vos mots d'ordre
Pour célébrer vos luttes.

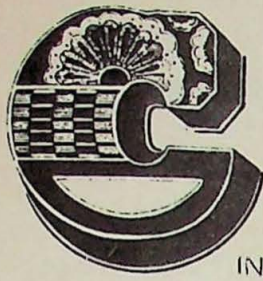
La pièce de Benedetto porte en sous-titre : **L'homme qui ne possède rien que lui-même se vend.** C'est une pièce-parabole composée d'images et de symboles familiers.

Au troisième temps : « **Ce qui se cache dans l'homme qui est une marchandise, c'est un homme armé jusqu'aux dents.** » « Qu'est-ce qu'il attend pour mordre ? » demande l'étudiant. Et Zacharie répond : « Un pas en avant, pas plus. » La démarche de l'homme-marchandise est décrite, de la révolte individuelle au rêve d'unité symbolisée par une gigantesque tête de lion dévorant le patron, représenté lui-même par un masque coiffé d'un haut-de-forme et par une énorme main.

La pièce comporte des chants, comme celui en finale des **Vœux d'un homme mutilé** :

La pièce est éditée par la Maison de la Culture du Havre et P.-J. Oswald, 16, rue des Capucines, 14-Honfleur.

La plupart des textes de Benedetto sont extraits de Soirées, Revue de la Nouvelle Compagnie théâtre des Carmes, 84-Avignon (6, place des Carmes). Le numéro bimestriel : 1 F. Abonnement : 5 F.



INEMA

De quoi pleurer

André Bielany

Ces lignes ne sont pas la critique « en règle » d'un film. Il y manquera beaucoup d'ingrédients qui font d'habitude la saveur de ce genre d'exercices. En revanche il nous a semblé nécessaire de formuler quelques remarques à propos d'un « succès » de la saison, qualifié parfois de chef-d'œuvre, d'un film qui porte un titre qui force l'attention : « 36, le grand tournant ».

L'histoire, on la connaît : ce sont les événements les plus importants de dix ans (1930-1940) de progrès, d'illusions et de reflux. Des lendemains de la crise de 1929 à la veille de la guerre en passant par le Front Populaire sujet véritable du film. On assiste à la naissance de ce Front Populaire en pleine « montée » des mouvements d'extrême droite et du fascisme en Europe. A la grisaille d'un magnifique succès électoral mais aussi à l'impatience des travailleurs qui veulent du solide.

A la poussée des grèves, à la signature des accords Matignon, mais aussi à la cessation de ces grèves et surtout au calvaire de Léon Blum, incapable de venir en aide aux républicains espagnols menacés de tous côtés.

D'un bout à l'autre est souligné le rôle du parti communiste français avant et après le « tournant » de 1935 en Union Soviétique et celui des socialistes prisonniers des radicaux eux-mêmes porte-parole de la bourgeoisie française. Tout cela jusqu'à la reprise de l'interminable ballet de la III^e République en attendant les pleins pouvoirs à Pétain.

Tout est dit, ou presque. Des images plus saisissantes les unes que les autres, des scènes cocasses, d'autres qui le sont moins, des discours, beaucoup de discours : ceux de Thorez surtout, et le numéro pathétique de Léon Blum à Luna Park quand le peuple réclamait des canons pour l'Espagne. Voilà la matière d'une réussite : Henri de Turenne l'auteur du montage a bien fait les choses.

Le texte de J.-F. Revel ne manque pas de sel. Serge Reggiani le dit avec talent.

Les documents, souvent de premier ordre, nous viennent de sources différentes, sauf des cameramen français qui, en 1936, étaient en grève.

Reste à savoir ce que l'on trouvera dans ce film, dans ce chef-d'œuvre de montage. Reste à savoir ce qu'il dit, le traitement qu'il réserve aux pages les plus denses peut-être de l'histoire du mouvement ouvrier en France. Les exégètes auront du travail : en tout cas les critiques ne convergent qu'en un point : Léon Blum serait le héros principal.

Caricature ou apologie ? On ne sait trop. Quelques-uns, ils sont rares, croient que le film pourra aider les travailleurs à comprendre qu'ils ne doivent compter que sur eux-mêmes. Nous ne partageons pas tant d'optimisme.

Car on a beau reconnaître la richesse, le brillant, le talent d'un film capable de séduire ceux qui aiment les reportages alertes, on reste sur sa faim quand on considère la nature du sujet traité et cela pour plusieurs raisons.

La raison principale c'est le ton qui ne peut pas laisser indifférent : en 1935, Staline assiste, larme à l'œil, aux obsèques de ses propres victimes. Là commence le « grand tournant ». Moscou dit aux P.C. :

« Finie la lutte des classes : Front Populaire partout. »

Thorez et Duclos réconcilient le drapeau rouge avec la Marseillaise, célèbrent la mémoire de Rouget de l'Isle, autorisent les « Croix de feu à se repentir », tendent la main aux frères chrétiens. Thorez alterne avec Staline, Marcel Gitton de « l'Humanité » s'oppose à Marceau Pivert, le P.C. refuse de participer au gouvernement issu du Front Populaire. Et pour exergue de l'ensemble : « L'Histoire ne se répète pas : elle bégaie ». C'est joliment dit et le spectateur est tacitement

invité, ni plus ni moins, à se rappeler mai 68. Et l'on croit réentendre les multiples critiques adressées par la droite, par une certaine gauche surtout, au P.C.F. Que ces critiques soient justes ou fausses, peu importe ; elles sont discrètement suggérées, sans autres commentaires, sans autres explications. De là vient qu'elles paraissent suspectes.

Il y a plus : suffit-il pour réaliser un document utile, d'évoquer avec « lucidité » les problèmes d'une époque, ceux de la classe ouvrière, de se faire en conséquence un témoin impartial mais sensible, désabusé mais attristé ? Le Front Populaire apparaît en définitive comme une aventure pitoyable de la classe ouvrière et le spectateur pris par le rythme étourdissant des images et des allusions, n'a pas le temps de prendre ses distances par rapport au film qui le viole en quelque sorte et lui laisse un goût amer. Seule issue possible : la lecture de l'histoire. Heureux donc ceux qui lisent ! Ceux-là verront le film sans dommage, la plupart d'entre eux avec beaucoup de plaisir. Car il s'agit d'un film pour intellectuels fait par des intellectuels, qui satisfait pleinement aux lois d'un style journalistique. L'histoire y est conçue comme un

drame, mais les acteurs du drame, ce sont des hommes politiques et leurs idées. Les événements sont là, soigneusement classés, dosés, pour montrer la naissance et la mort d'une illusion telle que la nourrissent les « intellectuels de gauche ».

A supposer que des travailleurs qui ont vécu « 36 » aillent voir le film, ils se reconnaîtront à travers l'image que la bourgeoisie donne d'eux. Mais ils ne se reconnaîtront pas vraiment. D'ailleurs, leurs manifestations, leurs grèves, leurs espérances du moment ont une place relativement minime dans l'ensemble. A quoi bon, enfin, rouvrir une plaie sans chercher à la refermer ? L'histoire pour être bien faite, exige au moins des explications : les leçons suivent. Ici pas d'explication : le rôle du P.C. paraît ambigu. A ceux qui pourraient déduire du film que le P.C. a trahi en 1936, on ne dit pas en quoi ni pourquoi.

Reste la génération de spectateurs qui n'a pas connu le Front Populaire, mais les événements de mai : le film impose les rapprochements, les comparaisons. Mai c'est un peu « 36 » puisque l'« histoire bégaie ». Allons donc ! On finit par se lasser un peu du

jeu des comparaisons ouvert depuis deux ans qui fait les délices de la bourgeoisie et permet à certains de semer quelques dangereuses confusions. Qu'il y ait des similitudes nous ne le nierons certes pas : simplement, elles ne doivent pas masquer l'originalité profonde du mouvement de mai 1968. De ce point de vue le film est dangereux parce que vain.

Plus propre à nourrir un réquisitoire contre le P.C. et le stalinisme qu'à dégager des leçons politiques.

Il semble dire que les acquis de mai 68 comme ceux du Front Populaire, c'est très peu de chose. Que la réalité est triste et tenace, tandis que les illusions se dissipent tôt ou tard.

Nous ne nous étonnerons pas bien sûr, de ce point de vue : nous le jugerons démobilisateur et nous l'attaquerons parce que le sujet nous tient à cœur. « 36 » n'est qu'un film brillant qui fait appel à des sentiments dans le masque de la lucidité sans lyrisme. Le Front Populaire doit être abordé comme une expérience. C'est pourquoi nous préférons, à tout prendre, quoi que nous ayons à en dire, « La vie est à nous » de Renoir. □

Au théâtre de plaisance

Un prologue détermine le contexte historique et politique : l'histoire souligne l'anecdote dramatique de ceux qui le subissent. Nous verrons comment une famille de la moyenne bourgeoisie regorgeant d'arivisme et de cupidité sociale instaure dans une petite commune les premiers rapports fascistes qui lui permettront grâce à l'élimination « glorieuse » des forces populaires d'accéder aux fonctions officielles de notables qu'elle convoitait.

Ce processus qui peut paraître banal est décrit par un in-soumis et un maudit de son époque : Emile Zola, le journaliste terroriste qui s'élève seul contre la lâcheté nationale, Zola le chroniqueur anonyme, témoin précieux d'une époque agitée et grandiose, ridicule et dramatique, le journaliste déjà aux prises avec ses contradictions : se soumettre servilement ou s'insurger et combattre. Il choisit en écrivant « J'accuse ». C'est une époque assumée et consommée, mais surtout un cri de révolte et de justice toujours présent et parfaitement actuel. Ce n'est pas un roman, c'est l'engagement

extrême d'un homme contre les valeurs et les institutions qui paralysent son temps.

La Compagnie Théâtre Action décrit la formidable force réactionnaire qu'est la « majorité silencieuse », la famille, l'honneur, la neutralité, l'hérédité... dans laquelle nous baignons cent ans après Zola. Elle montre la fraîcheur et la révélation de l'amour et de l'idéalisme, l'espoir, écrasés par la répression cynique et implacable, l'incapacité et l'inconscience populaire écrasées par l'aliénation, la démagogie et les armes, la fatalité oppressive et répressive immuable.

La Compagnie Théâtre Action se présente comme un groupe éphémère de jeunes comédiens qui veut ainsi traduire ses convictions, ses aspirations, son amertume, son désir et son impossibilité d'exister et de faire exister.

L'expérience que ce groupe est en train d'acquiescer devrait le conduire à approfondir son analyse et lui permettre de comprendre que ce n'est pas dans les salles de spectacles,

au moyen de spectacles formels et en s'efforçant de s'insérer dans les circuits existants, que les comédiens, metteurs en scène, musiciens... participeront vraiment à une prise de conscience politique. Par contre de petites équipes de « guerilla culturelle » disposeraient d'une grande mobilité, et au moyen d'anti-spectacles pourraient multiplier les interventions sur les terrains mêmes où se déroulent les luttes (usines, rues, H.L.M...). Le contact direct commencerait alors seulement à s'établir avec les travailleurs.

Nous rappelons à ce sujet la formation de Collectifs Dramatiques, tant à Paris qu'en province, qui travaillent dans cet esprit. Un groupe prépare notamment un montage sur le thème de « La ville livrée au capitalisme ». Cet anti-spectacle s'inscrit dans le cadre de la campagne du parti. Pour y participer ou pour l'utiliser, écrire à Henri Saigre, 23, avenue de Verdun, 94-St-Maurice.

111, rue du Château, Paris 14^e : du 31 mars au 18 avril.

Jusqu'ou Monsieur Marcellin prétend-il aller ?

Au moment de mettre sous presse, la direction de « T.S. » a appris que le ministre de l'Intérieur demande à la Cour de Sûreté de l'Etat l'ouverture d'informations contre l'Alliance des jeunes pour le socialis-

me et la Ligue communiste, pour reconstitution de ligue dissoute et contre Alain Krivine pour entreprise de démoralisation de l'armée. Ces initiatives de M. Marcellin visent clairement à étouffer pro-

gressivement toute expression des forces socialistes révolutionnaires.

Elles sont évidemment destinées à manifester l'autorité d'un pouvoir dont la politique est chaque jour mi-

se en cause par des couches sociales plus nombreuses et plus diverses.

Devant l'impuissance du gouvernement à résoudre quelque problème que ce soit, la parole n'appartient plus

qu'au ministre de l'Intérieur et à sa police. Mais celle-ci ne pourra bientôt plus faire face à toutes ses « tâches » si l'ensemble des forces socialistes savent s'organiser face à la répression.

A bas la répression

Pierre Gautier

Le régime fort de MM. Pompidou et Marcellin vient de faire la preuve de sa faiblesse devant l'action des routiers et des commerçants. Dans l'un et l'autre cas, il est vrai, les revendications mises en avant sont loin d'être claires et sans équivoques. Les petits patrons des transports, les petits commerçants, en particulier, défendent des positions corporatistes. Certains d'entre eux exploitent même féroce-ment leurs employés, voire les membres de leurs propres familles. On ne peut se dissimuler cependant que

leur révolte dépasse au moins potentiellement le stade de la réaction poujadiste. Ces « contestataires » d'un genre nouveau ne mettent plus en question les ouvriers « bien payés » ou la Sécurité sociale « dévoreuse de milliards » ; ils s'attaquent plus ou moins confusément à l'Etat capitaliste et à sa politique au service du grand capital. Cette attitude traduit en réalité la prise de conscience embryonnaire chez ces secteurs jusqu'alors privilégiés que le régime, malgré ses refrains sur la « nouvelle société »,

est foncièrement incapable d'organiser collectivement la vie économique et sociale et d'égaliser des intérêts profondément divergents.

Ces phénomènes sont d'autant plus graves pour le gouvernement que les blocages de routes ont en même temps montré que le renforcement des moyens techniques dont dispose la police ne suffit pas à faire face à la multiplicité et à la variété des actions entreprises. Pour la classe dominante le danger essentiel, le cauchemard qui hante ses nuits, c'est de voir s'opérer une jonction politique entre des fronts de lutte aujourd'hui dispersés (ouvriers, paysans, etc.). C'est d'ailleurs pourquoi la répression contre l'extrême-gauche du mouvement ouvrier ne peut que s'accroître dans les temps qui viennent. Pour empêcher la politisation de la « contestation », l'appa-

reil répressif essaiera par tous les moyens en sa possession d'isoler et d'intimider les révolutionnaires.

Après les arrestations et les condamnations de vendeurs de journaux, nous en sommes maintenant à l'étape des délits d'opinion. Les militants de « l'Humanité rouge », le directeur de « la Cause du peuple », J.-P. Le Dantec, sont frappés pour que d'autres puissent être frappés à leur tour. C'est bien pour cela qu'aucune hésitation, qu'aucune restriction ne saurait être admise dans la lutte contre

la répression policière et judiciaire. Il faut dire très haut que ce régime qui protège la spéculation foncière, qui utilise les finances publiques en faveur du grand capital, qui arrête et emprisonne sans se soucier de sa propre légalité, qui espionne ses citoyens, ne doit pas s'attendre à ce qu'on s'incline devant ses oukases. Des étudiants de Nanterre à J.-P. Delannoy, nous défendrons tous ceux que Marcellin voudra faire taire. Il faut créer un véritable front révolutionnaire contre la répression. □

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître :

N° 12 - La lutte du peuple palestinien et la question du Moyen-Orient.



Rappel des numéros disponibles :

- 4-5 - La crise du système monétaire international.
- 6 - Le sens de la crise tchécoslovaque.
- 7 - L'échelle mobile des salaires.
- 8-9 - Histoire du P.S.U.
- 10-11 - Histoire du P.C.F.

Le numéro simple : 1 F

Le numéro double : 2 F



Abonnement : les 20 numéros 15 F
à « TRIBUNE SOCIALISTE »
54, boulevard Garibaldi, Paris XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal. C.C.P. T.S. 58.26.65
Paris.

PANTHÉON

13, rue Victor-Cousin
ODE. 15 24

Permanent de 14 h à 24 h

Monkey Business

V.O.

tribune
socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Directeur Politique
Jean-Marie Vincent

Secrétaire de la Rédaction
Philippe Guyot.

Comité de Rédaction
Jean-Louis Auduc, Henri Bely, André Bielany, Gilbert Chantaire, Michèle Descollonges, Gérard Féran, Jacques Ferlus, Jacqueline Giraud, Christian Guerche, Gilbert Hercet, Jean Morel, Dominique Nores, Lucien Saintonge, Bernard Sizaire.

Maquette
Claude Picart

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Le présent numéro est tiré
31.000 exemplaires

Rédaction - Administration
54, Bd Garibaldi
PARIS (15^e)
Téléphone :
Administration : 783-19-20
Rédaction : 566-45-64

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

REGIE PUBLICITAIRE M.S.B. Conseil

28, rue des Petites-Ecuries
PARIS-10^e - Tél.: 824-67-85 87
Com. Parit. n° 37 392

S.A. Imprimerie Editions. Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e.